l'Humanité

POLITIQUE **Bruno Retailleau, un réac Place Beauvau** P. 10

MARDI 24 SEPTEMBRE 2024. | N° 24033. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité



# Donnez sa chance à la paix

La 79e Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte à New York. Les conflits en cours au Proche-Orient, en Ukraine, au Soudan imposent de repenser les instances multilatérales pour tracer la voie vers un monde plus sûr et plus juste. P. 2

FRED GARCIA SANCHEZ

# LE LOGEMENT SOCIAL AU RÉGIME SEC

Les bailleurs sociaux ont vu leurs financements fondre depuis 2017. En France, 2,7 millions de familles attendent un HLM, un record selon l'Union sociale pour l'habitat, réunie en congrès à Montpellier. P. 7

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 924 - F: 2,70 €



ÉDITORIAL
PAR CATHY DOS SANTOS

## Un monde commun

**Le 13 septembre 2001, la cloche de la paix n'a pas retenti.** Deux jours plus tôt, le monde avait assisté dans la sidération aux attentats contre le World Trade Center. À l'époque, Kofi Annan, le défunt secrétaire général des Nations unies, défenseur du multilatéralisme, avait déclaré d'une voix blanche : *« Cette année, le rêve (de paix) a été suspendu. »* Depuis lors, ce rêve suffoque sous les décombres des conflits et des opérations militaires vengeresses qui précipitent des régions entières dans le chaos. Plus récemment, l'agression russe contre l'Ukraine est devenue le prétexte d'une dangereuse course aux armements. Les atrocités de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, où l'écrasante majorité des victimes sont des femmes et des enfants étrangers aux crimes commis par le Hamas, dépassent l'entendement.

**L'urgence commande de repenser les mécanismes multilatéraux** pour prévenir les guerres, les faire cesser. Ce n'est pas un vœu pieux. C'est un impératif, à l'heure où s'ouvre l'Assemblée générale de l'ONU. La déflagration à la frontière du Liban menace d'embraser tout le Moyen-Orient. Après avoir eu recours au terrorisme de masse en terre étrangère, Benyamin Netanyahou et son cabinet de fanatiques poursuivent leur entreprise de mort. Cette escalade est insupportable, tout comme l'est la complicité des puissances occidentales. En refusant de condamner le gouvernement israélien, en continuant de lui livrer armes et munitions, elles alimentent le « deux poids, deux mesures » qui ulcère les peuples du monde.

> Cette escalade est insupportable, tout comme l'est la passivité des puissances occidentales.

**Le « rêve de paix » ne deviendra réalité qu'à condition de refondre** les relations internationales pour jeter les bases d'un nouvel ordre global soucieux de l'intérêt général et de la sauvegarde de la planète. C'est le sens du Sommet de l'avenir présidé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. C'est aussi l'exigence formulée par les pays du Sud, excédés par l'hégémonie d'une poignée d'États qui dictent leur loi en fonction de leurs seuls intérêts. ■

# L'ONU, gardienne de la paix

**DIPLOMATIE** L'Assemblée générale des Nations unies se poursuit ce mardi avec les discours des chefs d'État et de gouvernement. Dans un monde qui traverse un nombre de conflits inédit depuis 1946, le secrétaire général, Antonio Guterres, a appelé à l'action lors d'un Sommet de l'avenir.

Volodymyr Zelensky ne laisse jamais rien au hasard. À la veille de l'ouverture de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) à New York (États-Unis), le président ukrainien a décidé de se rendre, ce 23 septembre, à 200 kilomètres de là, à Scranton (Pennsylvanie), pour envoyer un message clair sur ses objectifs. Bien loin de la *« culture de paix »* que souhaite promouvoir le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, Volodymyr Zelensky a débuté son déplacement outre-Atlantique par une usine d'armement. *« J'ai commencé ma visite aux États-Unis en exprimant ma gratitude envers tous les salariés de l'usine. C'est dans ce genre d'endroit que l'on voit vraiment que le monde démocratique peut l'emporter »*, a-t-il dit après s'être extasié devant un alignement d'obus de 155 mm dont son pays, qui fait l'objet d'une agression depuis le 24 février 2022, fait grand usage face à l'armée russe. Une manière de relancer la rhétorique du « camp du Bien » chère au président George Bush Jr dans les années 2000 et réactivée par son successeur à la Maison-Blanche, Joe Biden, afin de redéfinir la ligne de partage des relations internationales entre démocraties autoproclamées, malgré le recul des libertés, et régimes pointés comme autoritaires.

### DES GUERRES ANCRÉES DANS LES CRISES SOCIALES

Ce déplacement du président ukrainien permet de poser le contexte de l'Assemblée générale de l'ONU qui se poursuit ce mardi par les discours des chefs d'État et de gouvernement. L'an dernier, à la même époque, Joe Biden notait que le rendez-vous se tenait *« à un point d'inflexion dans l'histoire du monde »*. Un an après, les mécanismes multilatéraux de résolution des crises sont toujours aussi méprisés, comme l'illustre la guerre menée par Israël contre la bande de Gaza en dépit des recommandations de la Cour internationale de justice pour prévenir le *« risque de génocide »*. Lors de la cérémonie de la cloche de la paix, le 13 septembre dernier, Antonio Guterres a ainsi insisté : *« Les institutions internationales doivent être mieux placées pour réagir. »*

Le monde traverse un nombre de conflits inédit depuis 1946, selon l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo. L'an dernier, 59 conflits embrasaient ainsi la planète, dont près de la moitié en Afrique (28). Pour réactiver les outils qui font cruellement défaut au Soudan, en Birmanie, en Haïti et ailleurs, Antonio Guterres a présidé, ce 22 septembre, un sommet lors duquel les États membres ont adopté le Pacte pour l'avenir, le Pacte numérique mondial et la Déclaration sur les générations futures. *« Je vous défie de passer à l'action (…) en privilégiant le dialogue et la négociation, en mettant fin aux guerres qui déchirent le monde, en réformant la composition et les méthodes de travail du Conseil de sécurité (et en accélérant) la réforme du système financier international »*, a-t-il exhorté.

En liant la paix à *« la dignité et à la prospérité »* et à la *« lutte contre les inégalités »* face aux risques émergents, Antonio Guterres trace ainsi la voie pour les deux semaines de travaux qui s'ouvrent à New York. Il tente par là même de prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement, initiés par l'ancien secrétaire de l'ONU Kofi Annan en 2000. En considérant que les conflits puisent de plus en plus leurs origines dans les crises sociales, Antonio Guterres met l'accent sur la prévention et la promotion d'une bonne gouvernance à l'échelle locale et nationale. *« La guerre au Sahel se présente, tant dans le centre du Mali qu'au Burkina, et cela au-delà de son affichage djihadiste, comme un ensemble d'insurrections paysannes et de conflits intercommunautaires. Ces conflits sont liés à une démographie incontrôlée, un sous-emploi massif, des dégradations environnementales, des problèmes fonciers ou des difficultés économiques et sociales qu'une meilleure gouvernance locale*




Volodymyr Zelensky lors de sa visite d'une usine d'armement à Scranton (Pennsylvanie), le 23 septembre. AFP/ UKRAINIAN PRESIDENTIAL PRESS SERVICE

ANALYSE

*et des programmes de développement adaptés auraient peut-être pu désamorcer »*, note ainsi Serge Michailof, chercheur associé à l'Iris.

L'insistance d'Antonio Guterres sur la réforme du système mondial, à l'occasion de la 4e Conférence sur le financement du développement qui se tiendra l'an prochain en Espagne, dix ans après la dernière rencontre à Addis-Abeba (Éthiopie), résonne avec les nombreuses initiatives du Sud global, qui conteste le modèle actuel. Fustigés par les Brics, la domination du dollar et son cortège d'inflation, de surendettement et de paupérisation ont aggravé leurs effets depuis la guerre en Ukraine. Autant de crises qui poussent les pays émergents à envisager la création d'une monnaie alternative pour se libérer du billet vert.

### ET TOUJOURS LA COURSE AUX ARMEMENTS

Les objectifs fixés par le secrétaire général de l'ONU s'inscrivent en outre dans un contexte de course aux armements. De 2021 à 2023, les 14 entreprises majeures de l'armement mondial ont ainsi vu leur valeur boursière augmenter de 35 %. Portée par des fonds communautaires généreux (100 milliards d'euros) qui s'affranchissent de tout contrôle démocratique, l'Union européenne (UE) n'est pas en reste. Le plan d'achat conjoint d'armes, assorti d'exemptions de TVA pour les Vingt-Sept, et le nouveau plan d'investissement (Edip), afin d'augmenter les fonds pour la production *« en interne »* d'équipements militaires grâce à la Banque européenne d'investissement, visent à se *« préparer à un ou plusieurs conflits de grande ampleur, tout en dérégulant les instances de contrôle qui résident, en théorie, dans les parlements nationaux ou européens. Ainsi, le fonds sur les munitions permet en réalité aux industriels de gérer les financements comme ils l'entendent et de ne pas forcément diriger leurs exportations vers l'Ukraine »*, relevait récemment, pour *l'Humanité*, Tony Fortin, chargé d'études à l'Observatoire des armements.

Publié le 19 septembre, le rapport annuel sur les travaux de l'Organisation des Nations unies insiste sur la résilience des outils multilatéraux *« dans un monde fracturé ». « En 2023, avec nos partenaires sur le terrain, nous avons coordonné des plans de réponse humanitaire pour 245 millions de personnes dans 74 pays et fourni une aide vitale et une protection à près de 160 millions de personnes dans le besoin »*, a expliqué Antonio Guterres à cette occasion. Quinze organisations humanitaires relevaient récemment que 83 % de l'aide alimentaire indispensable pour la survie des populations ne sont pas acheminés jusqu'à Gaza du fait du blocage israélien, menaçant un demi-million de personnes de famine.

**Le personnel onusien paye un lourd tribut à l'assistance portée aux populations de Gaza.**

Le personnel onusien paye un lourd tribut à cette assistance, notamment à Gaza où les travailleurs de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) sont régulièrement la cible de bombardements. En 2023, 280 humanitaires ont été tués dans 33 pays (+ 137 % par rapport à 2022), soit l'année la plus meurtrière jamais enregistrée, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha).

Une situation qui justifie, aux yeux d'Antonio Guterres, le recours à l'article 99 de la Charte des Nations unies, pour la première fois en trente-quatre ans. En vertu de cette disposition, le secrétaire général attire *« l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à (s)on avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales »*, enjoignant, à Gaza, à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et à la libération des otages.

Face à des principes multilatéraux bafoués et à l'impunité dont bénéficient les responsables des massacres de civils, le Pacte pour l'avenir est un outil à la disposition des membres de l'ONU. Adopté à la majorité, il fait figure de plus petit dénominateur commun mais également de chemin afin que la paix ne soit plus seulement considérée comme un état de « non-guerre » mais comme un véritable projet politique et social de sécurité commune. En février dernier, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, Antonio Guterres, pour ne plus se contenter de maintenir la paix mais pour la construire, rappelait que *« les ventres vides nourrissent les troubles »*. ■

LINA SANKARI

### REVUE *RECHERCHES INTERNATIONALES* DISSÈQUE LE MOYEN-ORIENT

La revue trimestrielle *Recherches internationales* consacre son nouveau numéro à l'actualité brûlante au Moyen-Orient. « Le chaos jusqu'où ? » alerte le titre de une, avant de proposer en pages internes de *« chercher la vérité et (de) la dire »*, paraphrasant Jean Jaurès. Pour cela, les rédacteurs du dossier, coordonné par Michel Rogalski et Alexis Coskun, replacent cette dernière année sanglante dans l'histoire et la géopolitique de la région. Un travail essentiel pour comprendre le présent et identifier les solutions souhaitables – même lointaines – au conflit israélo-palestinien, qui est *« d'abord affaire de colonisation »*. La revue n'oublie pas un grand-angle qui regarder le Moyen-Orient à travers le prisme de la remise en cause de l'ordre mondial, encore dominé par un Occident chancelant, par les pays du Sud global.

ENTRETIEN


L'Assemblée générale des Nations unies, réunie pour le Sommet de l'avenir, le 22 septembre, à New York. DAVID DEE DELGADO/REUTERS

Face à un état de guerre ininterrompu, **Bertrand Badie** dessine les perspectives pour que la paix l'emporte sur la force. Auteur de *l'Art de la paix*, il évoque plusieurs directions pour l'atteindre : l'éducation, l'hospitalité, la justice sociale.

# « Depuis 1945, la puissance est presque toujours vaincue »

**Liban, Gaza, Ukraine… la guerre semble redevenir un moyen d'action privilégié au détriment de la politique et de la diplomatie. Cela marque-t-il un retour en arrière ?**

L'histoire n'offre jamais de retour et on sous-estime à quel point les guerres d'aujourd'hui ont très peu de rapport avec celles d'hier. En Ukraine, la guerre oppose certes, classiquement, deux États, ce qui n'est le cas ni à Gaza, ni au Congo, ni au Soudan, entre autres. Mais, même dans le cas russo-ukrainien, la mondialisation, la complexité des interdépendances économiques, l'appropriation sociale croissante des relations internationales sont autant d'éléments qui viennent complètement modifier les choses et nous éloigner du modèle traditionnel. L'autre précaution tient au fait qu'il n'y a jamais eu d'interruption dans la chaîne des conflits, comme en témoignent les 36 millions de morts durant la guerre froide. En ce sens, les Nations unies ont démontré leur totale incapacité d'action. La formule du « retour de la guerre » est liée en partie à l'émotion soulevée par le conflit en Ukraine. Or, dans les années 1990, l'Europe avait déjà connu une guerre dans les Balkans.

> « Il n'y a jamais eu d'interruption dans la chaîne des conflits, comme en témoignent les 36 millions de morts durant la guerre froide. »

La troisième précaution, c'est qu'on s'entête à traiter ces conflits de nature nouvelle avec les vieux remèdes. Depuis 1945, la puissance est presque systématiquement vaincue. Cette tendance inédite a été initiée lors des guerres de décolonisation. Malgré tout, bien des États continuent de miser sur l'escalade de puissance pour éteindre une conflictualité. La posture de Benyamin Netanyahou est de ce point de vue significative. Depuis soixante-seize ans, ces instruments de puissance ne viennent pas à bout de la résistance du peuple palestinien ni d'aucune forme de manifestation violente émanant d'une société dominée. Pourtant, à chaque étape, il répond par un nouvel engrenage militaire.

**L'Assemblée générale de l'ONU est souvent l'occasion de parler de multilatéralisme, mais le « deux poids, deux mesures » n'a jamais semblé aussi prégnant. Comment redonner corps à une volonté de paix commune ?**

Le multilatéralisme est en échec pour une raison très simple. La formule qui l'avait constitué sous la forme de la Société des

nations à Versailles, puis sous celle des Nations unies en 1945, faisait constamment confiance au club des puissants pour tout résoudre. Le Conseil de sécurité repose encore de nos jours sur ce postulat. Face aux menaces qui pèsent sur la paix, on n'imagine pas d'autre solution qu'une concertation entre grands. Or, ils ne se concertent pas réellement et ils sont même désormais impuissants. Les États-Unis le démontrent face au petit frère israélien. Antony Blinken en est à sa dixième tournée au Proche-Orient depuis le 7 octobre, il n'a rien pu obtenir. Donc, la seule capacité qui reste est la carte du blocage : la Russie et les États-Unis paralysent ainsi complètement le Conseil de sécurité.

Des modifications sont nécessaires, seulement on ne peut métamorphoser la Charte des Nations unies du jour au lendemain. La démarche risque justement d'essuyer le veto de ceux qui en profitent. Il faut donc regarder dans deux directions. La première – qui est l'une des rares à nous rendre optimistes – vise les institutions sociales de l'ONU. Si le Conseil de sécurité ne fonctionne pas, le « multilatéralisme social » agit pleinement à l'instar du Haut-Commissariat pour les réfugiés, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), autant d'organisations qui veillent aux grands déséquilibres sociaux mondiaux et y remédient avec efficacité. La variole a été éradiquée en Afrique grâce à l'OMS. Grâce à la FAO et au PAM, la faim dans le monde est à un niveau insupportable mais stable depuis cinquante ans, alors que la population mondiale a presque doublé. On comprend par l'intervention de ces institutions que le travail au sein même des sociétés est déjà un moyen efficace d'atténuer la portée des guerres. Plus la sécurité alimentaire, la sécurité économique, la sécurité sanitaire, la sécurité climatique seront assurées sur la planète, moins le risque de voir apparaître de nouveaux conflits existera.

Ne négligeons pas l'importance des faiseurs de paix. Aujourd'hui, ce sont « les piétons de la mondialité » : les ONG, les individus, chacun d'entre nous. Dans mon livre, je définis cela par l'état de paix, avec cette capacité d'aller au-delà de la non-guerre pour retrouver une humanité qui coexiste. Au temps de la mondialisation, il n'y a pas de paix possible sans un respect, une reconnaissance mutuelle des différents habitants de la planète.

« La faiblesse de notre histoire moderne et contemporaine en Europe est de définir la guerre, mais pas la paix. »

**Les Nations unies restent-elles un instrument pertinent ?**

Le multilatéralisme a non seulement un sens, mais reste le passage obligé de tout ordre international au temps de la mondialisation. Vous ne pouvez rien faire dans votre vie quotidienne s'il n'y a pas derrière des institutions internationales qui vous aident à consommer, à communiquer, à voyager, à échanger, à commercer, etc. Qui dit mondialisation dit nécessairement institutionnalisation de celle-ci. La création des États-nations a entraîné des institutions nationales dans son sillage. Avec la mondialisation, on ne peut plus faire l'économie d'institutions internationales. Mais il faut rompre avec un schéma interétatique et politique qui a été conçu en 1945 en mémoire de qu'on faisait au XIXe siècle. Cela ne fonctionne plus.

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

**BERTRAND BADIE**
**Spécialiste des relations internationales et professeur émérite à l'IEP de Paris**

**Comment redonner sens à cet « art de paix » évoqué dans votre ouvrage (1) ?**

La faiblesse de notre histoire moderne et contemporaine en Europe est de définir la guerre, mais pas la paix. On considère donc la paix comme la non-guerre. Mais il y a encore un élément plus grave : cette centralité de la guerre dans notre histoire post-médiévale tient au fait que l'État avait besoin de celle-ci. Elle était finalement sa principale ressource pour contrôler sa société, pour mobiliser ses citoyens, pour obtenir de nouveaux impôts, pour nourrir sa puissance et sa légitimité. Quand un État se lançait dans une guerre, c'était avec un espoir rationnel de la gagner et d'être plus fort. Aujourd'hui, on ne la remporte plus : voilà qui est nouveau. Elle a un surcoût, avec une technologie militaire de plus en plus développée. Seulement, les habitudes sont là, et les princes continuent à jouer à l'ancienne : Poutine en Ukraine, la France en Afrique, Netanyahou au Proche-Orient. Il faut saisir l'opportunité qu'est la mondialisation pour réinventer la paix. La mondialisation sera ce qu'on en fera : soit très mauvaise, soit utile. Elle peut être utile si les humains sont solidaires. Car nous sommes dans un monde d'interdépendance. Si je suis solidaire de vous, non seulement vous gagnez, mais je gagne aussi. Il s'agit d'une « solidarité égoïste ». Dans ce monde qui a presque aboli le temps et l'espace, la chance est de redécouvrir la paix par la coexistence.

**Comment parvenir à une société commune face aux montées de l'extrême droite et des politiques migratoires qui n'envisagent les choses que sous l'angle sécuritaire ?**

L'hospitalité, l'accueil des étrangers, c'est une très vieille histoire que Kant a définie comme étant l'un des principes fondateurs de l'idée de paix à la fin du XVIIIe siècle. Désormais, dans un monde interdépendant, qui par définition est mobile, les flux migratoires vont se banaliser. Si mon grand-père avait un imaginaire local, mon père un imaginaire national, les enfants d'aujourd'hui ont un imaginaire mondialisé. Si cette mobilité est organisée, tout le monde va y trouver son compte. L'extrême droite en fait une marchandise électorale. C'est scandaleux sur le plan éthique et sur le plan de la réalité historique. Elle a compris que cette mondialisation provoque tant de changements qu'elle fait peur. Le propre de l'extrême droite, c'est de capter la peur. Il faut la transcender.

**Dans votre livre, vous pointez plusieurs pistes sociales, climatiques, pour changer ce processus et ancrer la paix. Comment les définiriez-vous ?**

L'insécurité majeure vient actuellement de la planète et du climat. C'est inquiétant parce que le travail est colossal. Aucun plan climatique, alimentaire ou sanitaire n'a véritablement commencé. On en est encore aux soins palliatifs. C'est rassurant car, pour la première fois dans l'histoire, tous les humains sont exposés aux mêmes risques. Ils devraient être naturellement solidaires. Une inondation en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou aux États-Unis, en France ou en Afrique, provoque les mêmes effets. Nos princes vivent encore dans l'ancien temps. Ils ont tendance à traiter ces questions sur un mode transactionnel, en échangeant le charbon polonais contre le nucléaire français. Ça n'a strictement aucun sens. Penser la paix, c'est déjà réfléchir à ces menaces globales qui tuent deux fois. Elles tuent les populations qui en sont affectées. Et elles tuent car le dérèglement climatique modifie le tissu social, donc accélère le glissement vers la guerre.

« Pour la première fois dans l'histoire, tous les humains sont exposés aux mêmes risques. Ils devraient être solidaires. »

L'autre pilier est systémique. Autrefois, pour mettre fin à une guerre, on séparait les problèmes. On les réglait par des transactions territoriales, voire dynastiques. Ces transactions ne font plus sens. Les progrès de la communication ont généré une appropriation sociale des questions internationales qui ne relèvent plus seulement du jeu d'échecs entre princes.

**Comment la réforme du système éducatif peut-elle contribuer à la paix ?**

La paix dérive des comportements sociaux. Dès l'école primaire, les programmes d'histoire ne parlent que de la guerre. En France, en Angleterre, en Russie, aux États-Unis, on n'apprend pas les moments de paix, les noms des faiseurs de paix comme l'abbé de Saint-Pierre ou Léon Bourgeois, le penseur du multilatéralisme. Ensuite, je suis époustouflé de constater qu'on enseigne l'histoire de France, la littérature française, mais pas l'histoire des autres. Faute de connaître leur histoire, ils sont nécessairement tenus pour inférieurs à soi, sans culture, sans passé. Qui connaît les empires qui se sont succédé en Chine sur quatre millénaires ? Qui connaît l'histoire précoloniale africaine ? Ce fait d'ignorance engendre le racisme.

Dernier point, il faut apprendre les comportements simples de la mondialité. Dès le plus jeune âge, la question climatique et la responsabilité des individus devraient faire l'objet d'un enseignement. Notre culture de la politique est celle de la délégation. Désormais, il faut que chacun organise sa sécurité de ce point de vue. Cet apprentissage est plus important que la géométrie ou les déclinaisons. Au centre de l'humanité tout entière, il y a la paix. Hélas, la quasi-totalité des êtres humains pensent en termes de conflit et de compétition.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA**

(1) *L'Art de la paix, neuf vertus à honorer et autant de conditions à établir*, Flammarion, 2024.

*«On ne peut pas changer tout ce qu'on affronte, mais rien ne peut changer tant qu'on ne l'affronte pas.»* James Baldwin

## L'HOMME DU JOUR



### Idris Kaplan

Samedi 21 septembre, ce militant de la cause kurde a été arrêté, puis transporté au centre de rétention administrative de Vincennes. Détenu arbitrairement, selon son avocat, maître Romain Ruiz, Idris Kaplan a été libéré après vingt-quatre heures de rétention. Mais l'homme, réfugié politique en France, reste sous le coup d'un avis d'expulsion. Des associations dénoncent : « *En France, tous les Kurdes qui mènent des activités pour la cause kurde sont accusés de financement d'une organisation terroriste.* » Idris Kaplan risque d'être envoyé vers la Turquie, où il serait immédiatement incarcéré. Ce matin, à 10 heures, une audience statuant sur son sort doit se tenir. Son avocat indique avoir saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour contraindre la France à suspendre son avis d'expulsion.

SCARLETT BAIN

## COUP DE PROJECTEUR

### Un collège d'Orléans honore un couple de résistants

À Orléans, les élèves du collège Jean-Pelletier, du nom de cet agent du réseau de renseignements la Confrérie Notre-Dame mort en déportation en mars 1945, ont fait leur rentrée dans un établissement fraîchement rebaptisé Alice-et-Jean-Pelletier. « *Alice, tout comme son mari Jean, a fortement contribué à la résistance locale durant la Seconde Guerre mondiale* », précise le conseil départemental du Loiret. Après avoir été déportée dans plusieurs camps de concentration, y compris Auschwitz, dont elle sera libérée en 1945, Alice, agent de liaison du même réseau que son époux, est décédée quarante-neuf ans plus tard, à l'âge de 91 ans. Cette nouvelle dénomination marque une double reconnaissance : celle du rôle actif d'Alice et celle du rôle des femmes dans la Résistance.

## L'œil de Babouse




## LA BONNE NOUVELLE Grippe aviaire : une éradication enfin possible ?

Des chercheurs français et canadiens ont développé une formulation de vaccin contre les souches du H5N1, responsables de la grippe aviaire, qui immunise toutes les volailles vaccinées et empêche la circulation du virus, a annoncé l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), co-auteur avec l'Université du Québec à Montréal de l'étude. Ce qui « *constitue une première dans la lutte contre cette maladie très contagieuse* ». « *Les résultats obtenus montrent que des poulets immunisés grâce à ce vaccin ont été protégés à 100 %. (…) Aucune excrétion virale n'a été détectée, ce qui signifie que le vaccin protège à la fois contre l'infection et contre la transmission du virus* », explique l'Inrae dans un communiqué. Présente en Amérique, en Europe, en Afrique et en Asie, la grippe aviaire contraint les éleveurs à euthanasier les volailles infectées, provoquant d'énormes pertes économiques.

ALEXANDRA CHAIGNON

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Climat** De fortes inondations et des glissements de terrain ont frappé le centre du Japon au cours du week-end des 21 et 22 septembre, causant la mort d'au moins six personnes. Les secours recherchent encore plusieurs disparus, après des « *pluies diluviennes d'une ampleur sans précédent* ».

**Gaza** Des soldats israéliens armés et masqués ont effectué une descente dans les bureaux d'Al Jazeera à Ramallah, en Cisjordanie occupée. Au cours de la scène, filmée par les journalistes, les soldats ont présenté un document ordonnant la fermeture de la chaîne qatarie pendant quarante-cinq jours. L'Association de la presse étrangère en Israël et dans les territoires palestiniens s'est déclarée « *profondément troublée par cette escalade* » et a appelé Israël à « *reconsidérer* » sa décision.

## LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

### Banquier(e)

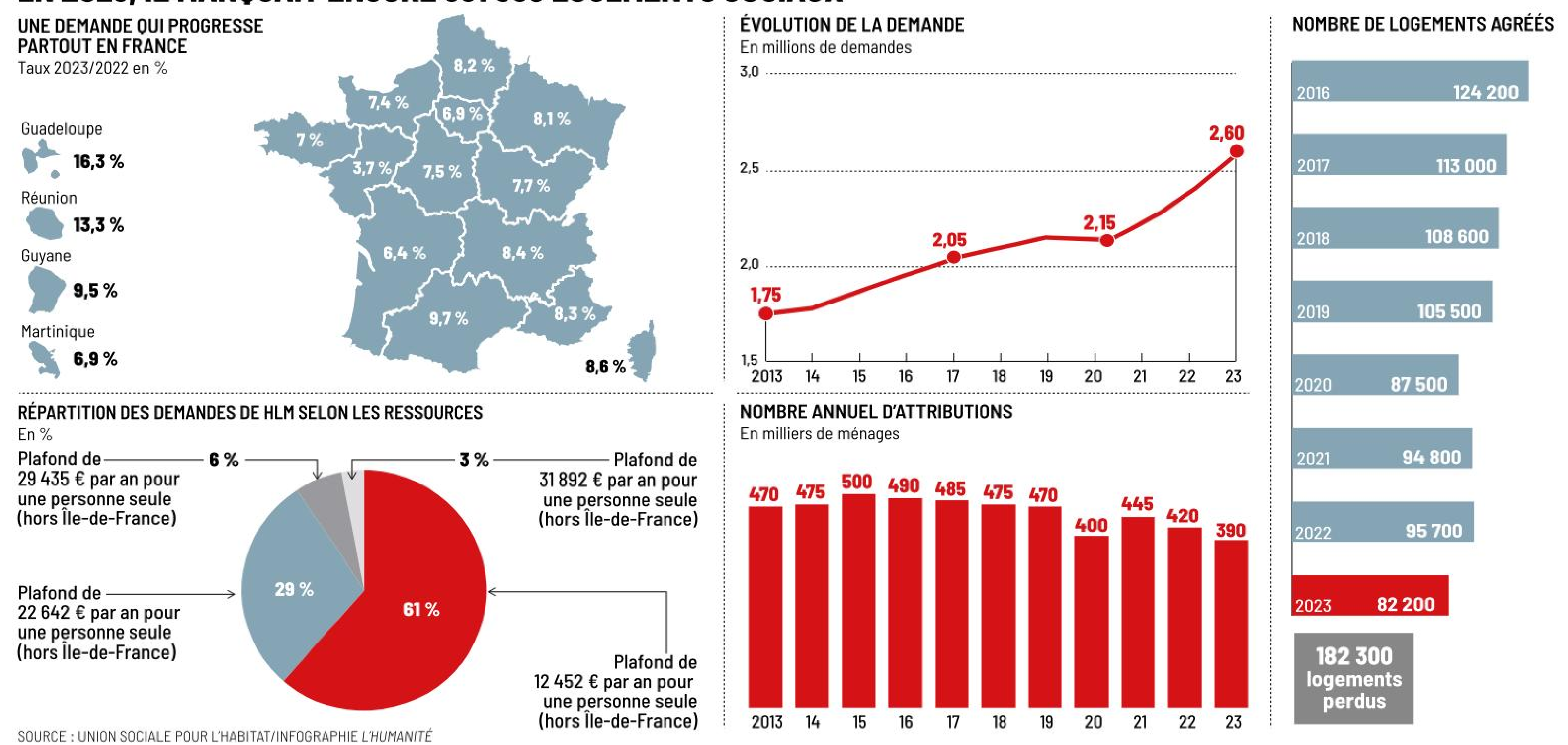
Ça peut susciter des vocations. La Fédération bancaire française vient de lancer une campagne de recrutement. Le slogan est simple : « Envie d'agir pour le développement de votre territoire ? Devenez banquier(e). » Ça peut même faire rêver. Emmanuel Macron a été banquier chez Rothschild. Il aurait peut-être dû y rester. Pour d'autres, l'expérience a été un peu plus compliquée. Jeune banquier audacieux, Jérôme Kerviel a fait perdre 5 milliards à la Société générale. À ne pas suivre. Non, ce qu'il faut retenir, c'est que, pour trouver du travail, on peut traverser la rue et aller à la banque. Bien sûr, il y a banquier et banquier. Salaire de départ à 1 875 euros. Ce n'est pas encore le costume trois pièces. Et il y a ceux qui gagnent de l'argent avec l'argent des autres : 27 milliards de profits en 2023 pour les banques françaises. Le dramaturge allemand Bertolt Brecht se posait à ce propos une question : « *Qui est le plus grand criminel ? Celui qui vole une banque ou celui qui en fonde une ?* » Il exagérait un peu.



## CACTUS 40

### La dette, c'est la faute aux retraites !

*Le Figaro* n'a pas manqué d'en faire un gros titre, bien que l'argument ne date pas d'hier. Selon une analyse d'un ancien inspecteur général des finances, publiée dans la très libérale revue *Commentaire*, les retraites seraient responsables de la moitié de la dette française. D'après cet article, ce serait à cause des 80 milliards d'euros qui seraient versés chaque année par l'État dans les caisses des différents régimes que près de la moitié des 950 milliards de dette supplémentaire seraient advenus depuis 2017. Une vieille rengaine des partisans du report de l'âge légal de départ, qui oublient au passage les suppressions de cotisations qui déséquilibrent les caisses. Sans compter les multiples cadeaux fiscaux offerts aux riches par la Macronie, au détriment du budget de l'État depuis sept ans.




# La Macronie veut-elle la peau des HLM ?

**LOGEMENT** Après des années de ponctions financières par l'État, le secteur de l'habitat social, qui tient son 84e congrès ce mardi et ce mercredi à Montpellier, est confronté à une équation complexe : croissance du nombre de demandeurs, d'un côté ; pertes de moyens financiers pour construire et rénover, de l'autre.

Après quasi sept années d'une politique du logement guidée par la seule volonté de réaliser des économies, la nomination de Valérie Létard (UDI) au ministère du Logement, est plutôt une bonne nouvelle. Celle-ci a en effet été accueillie avec soulagement par les acteurs du secteur, à commencer par les bailleurs sociaux, qui se réunissent ce mardi et ce mercredi à Montpellier (Hérault) pour leur 84e congrès annuel. « *C'est un signal positif en ces temps de crise du logement* », a ainsi salué la Fédération des offices publics de l'habitat. L'arrivée de cette élue de terrain, considérée comme une bonne connaisseuse du logement, « *pourrait augurer d'une reprise du dialogue avec les associations de locataires et les acteurs du logement social, rendu impossible par Guillaume Kasbarian* », le ministre sortant, a estimé de son côté la Confédération nationale du logement.

L'espoir de voir se tourner la page d'une approche idéologique, qui a conduit le pays dans sa plus grave crise du logement depuis des décennies, s'appuie aussi sur les pouvoirs conférés à la nouvelle ministre. Alors que ses prédécesseurs ont systématiquement perdu leurs arbitrages face au ministère des Finances, Valérie Létard sera à la tête d'un « *ministère de plein exercice, associant dans un même portefeuille le logement et la rénovation urbaine* », ce qu'a « *favorablement accueilli le Mouvement HLM* », via un communiqué de l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère l'ensemble des bailleurs sociaux. « *Sa tâche s'annonce difficile*, tempère Emmanuelle Cosse, présidente de l'USH. *Cela fait trop longtemps que la politique du logement est sacrifiée sur l'autel d'économies de court terme, qui oublient sciemment qu'un euro placé dans le logement social est un euro bien investi, économiquement et socialement.* » Les années de désinvestissement de l'État, décidé dès l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, placent le secteur face à une équation complexe. D'un côté, des moyens qui se réduisent comme peau de chagrin. De l'autre, une demande qui ne cesse d'augmenter, alimentée par le décalage croissant entre ■■■

■■■ prix de l'immobilier et revenus des Français, mais aussi, depuis trois ans, par l'accélération de la baisse du pouvoir d'achat couplée à la diminution de l'offre locative privée. À la veille de son congrès, l'USH dénombrait 2,7 millions de demandeurs de logement social, soit 100 000 de plus qu'en 2023, et observait un bond de 24 % en cinq ans.

**LES PERSPECTIVES NE SONT PAS BONNES**

La production, elle, s'est effondrée. En 2023, seuls 82 000 logements sociaux ont été agréés, contre 124 000 en 2016. Au total, 182 300 logements n'ont pas été construits, selon les calculs de l'USH. Plus inquiétant, la chute est davantage marquée dans des régions où la demande est très forte. C'est le cas en Île-de-France, où la production est tombée sous les 18 500 en 2023, du jamais-vu depuis 2016, alors que *« 1,7 million de Franciliens attendent un logement HLM »*, comme le rappelait en juillet la Fondation Abbé-Pierre. Et les perspectives ne sont pas bonnes. Dans son dernier rapport prospectif, qui tente comme tous les ans, en amont du congrès HLM, d'évaluer les perspectives, la Caisse des dépôts et consignations estime que les bailleurs sociaux vont devoir *« arbitrer entre constructions neuves et réhabilitations »*. Compte tenu des obligations légales en termes de rénovation thermique, cet arbitrage se fera au détriment de la construction, qui devrait continuer à ralentir pour se stabiliser autour de 72 000 logements par an vers 2030. Ce ralentissement tient en partie à des facteurs conjoncturels. Comme les autres acteurs du logement, les HLM ont été heurtés par la hausse du prix des matériaux. Cela a impacté la construction, ainsi que la rénovation, dont les coûts ont explosé. Par ailleurs, le taux du livret A, inférieur à 1 % jusqu'en 2022, est passé, début 2023, à 3 %. Or, c'est sur cette épargne que les bailleurs empruntent. Compte tenu de l'importance de leurs encours – 150 milliards d'euros environ –, cette hausse s'est donc traduite pour eux par une augmentation de 3,75 milliards d'euros par an de leurs charges d'intérêts.

**Les HLM ont été privés de 14 milliards d'euros depuis 2017.**

Mais les ponctions réalisées par l'État ont joué un rôle encore plus important : les HLM ont été privés de 14 milliards d'euros depuis 2017. Une partie de cette somme est liée au passage de la TVA appliquée aux HLM de 5,5 % à 10 %. Mais pour les deux tiers, elle est le fait du système de réduction de loyer de solidarité (RLS). Mis en place en 2018, il consiste à demander aux bailleurs de réduire le montant des loyers pour compenser une baisse des APL des locataires du secteur public. Ce dispositif a mis à mal les fonds propres des bailleurs qui sont constitués par les seuls loyers. En outre, après avoir promis, lors du précédent congrès HLM, 1,2 milliard d'euros sur trois ans pour la rénovation énergétique, l'État n'a pas tenu sa parole, un gel de 250 millions d'euros au moins étant prévu dans le prochain budget.

Dans un contexte de baisse générale de la construction, la Fédération française du bâtiment réclame aussi la suppression de cette mesure qui empêche les HLM de jouer leur rôle d'amortisseur de crise. Les bailleurs sociaux peuvent aussi compter sur de solides appuis au Parlement, les élus locaux ne pouvant ignorer l'ampleur du manque de logements abordables. *« Nous avons senti la volonté d'un certain nombre de députés de réactiver un intergroupe offensif sur le logement. Même des députés macronistes, qui l'avaient pourtant soutenue, réfléchissent à un changement de pied concernant la RLS, y compris parce qu'ils voient ses effets délétères sur la production d'HLM et sur l'ensemble du secteur »*, assure la présidente de l'USH. Quand elle était parlementaire, la nouvelle ministre avait exprimé des doutes sur le bien-fondé de la mesure. Reste à savoir si, cette fois, Bercy sera capable de prendre en compte, dans son équation budgétaire, le coût économique et social des difficultés croissantes des Français à se loger. ■

**CAMILLE BAUER**

# « Aujourd'hui, les maires n'ont aucun intérêt à construire »

**Pierre Bell-Lloch,** édile PCF de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, témoigne de l'insuffisance de logements sur sa commune. Il revient sur les difficultés rencontrées pour permettre aux bailleurs sociaux d'être en adéquation avec les besoins de la population.

**La demande de logements à Vitry est-elle plus forte que l'offre ?**

Comme dans toute la région parisienne, nous sommes confrontés à une demande très forte. Il y a plus de 7 000 demandeurs pour une population de 100 000 habitants. Sur 45 000 foyers, nous avons déjà 40 % de logements sociaux. Mais cela ne suffit pas. Les trois quarts de notre population ne peuvent pas acheter ou louer dans le privé. Tout le monde a conscience qu'il faut construire du HLM. Quand on est élu, on ne peut pas sortir dans la rue sans être interpellé sur un problème de logement. C'est la crise sociale la plus importante et la plus grave en ce moment ; pourtant, on en parle peu.

JULIAN RENARD/VILLE DE VITRY-SUR-SEINE

**PIERRE BELL-LLOCH**
Maire de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)

**Comment tentez-vous de résorber cette crise ?**

Vitry est la plus grande ville du Val-de-Marne, y compris en superficie. Et comme elle s'est désindustrialisée, du foncier est disponible. C'est pourquoi nous accueillons sur notre territoire, en plus de projets de rénovation urbaine dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, une opération d'intérêt national. L'objectif étant, d'ici à 2038, de construire 8 000 logements, dont 40 % de sociaux et de proposer 20 000 emplois. C'est le plus gros projet d'Île-de-France. Mais ce n'est pas le seul. Les deux bailleurs sociaux présents sur la ville en ont aussi.

**Quelles difficultés rencontrez-vous pour mener à bien ces projets ?**

Nous avons été retardés par des discussions très longues avec l'État. Il y avait deux blocages, à commencer par le nombre de logements sociaux que nous souhaitions intégrer : construire des HLM, cela veut dire vendre les terrains moins cher, ce qui signifie une perte de gains pour l'État. Le deuxième écueil, c'est que, lorsqu'on accueille des logements, il faut des financements pour construire des équipements et des services publics. Et sur ce volet, l'État peine à mettre la main à la poche. Comme la taxe d'habitation a été supprimée, les villes n'ont plus de recettes qui leur permettent d'accompagner la construction. Pour 8 000 logements, par exemple, on doit construire trois écoles et trois gymnases. Au total, il faut débourser plus de 50 millions d'euros. Au vu des finances des collectivités territoriales, c'est impossible. Le système est tel que, aujourd'hui, les maires n'ont aucun intérêt à construire. Bâtir du logement privé rapporte 3 000 euros par an, en moyenne, en retombées fiscales, alors que le logement social coûte de l'argent aux municipalités. C'est un énorme obstacle.

**Êtes-vous confronté à d'autres difficultés ?**

L'autre gros problème, c'est l'augmentation des coûts de construction, liée à la hausse des prix des matériaux et à celle du foncier. Il est difficile de trouver une équation économique viable, d'autant que les habitants ne souhaitent plus de tours de 20 étages, qui permettaient de répartir la charge du foncier sur un nombre plus important d'appartements, donc de faire baisser les loyers. Du coup, pour économiser, la tendance est à la baisse de la qualité et de la surface des logements. L'autre conséquence de la répercussion des coûts de construction sur les loyers, c'est que, aujourd'hui, même le logement social devient inaccessible pour les populations les plus pauvres. On le loue entre 9 et 12 euros le mètre carré dans le neuf, alors que dans les HLM des années 1960 et 1970, on est plutôt entre 5 et 8 euros le mètre carré.

**Comment, dans ces conditions, construire la catégorie de HLM la moins chère (Plai) ?**

C'est une bataille avec l'État. Comme nous sommes sur un territoire dense, avec déjà de nombreux HLM, l'État tente de nous obliger à ne faire que 25 % de prêt locatif aidé d'intégration (Plai). Sauf que cela ne correspond pas au profil de nos demandeurs, qui, à 80 %, disposent de ressources ne leur permettant pas d'accéder à une catégorie plus chère que le Plai. Chaque fois, c'est une lutte. Pour les bailleurs, c'est un casse-tête financier parce qu'ils financent la construction avec des prêts bonifiés par l'État, et plus les loyers sont faibles, plus il est compliqué de rembourser. Pour aider et garantir des loyers peu élevés, la ville donne entre 1 000 et 6 000 euros par logement social construit. Avant, l'État abondait avec l'aide à la pierre, mais aujourd'hui, c'est fini. Nous sommes tout seuls et cela pèse lourdement sur les locataires, car, in fine, ce sont toujours eux qui payent. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR C. B.**



FREDERIC ACHDOU/REA



La ville donne entre 1000 et 6 000 euros par logement social construit.

**« LES VOIX DU NFP**

Responsables politiques, syndicaux, associatifs… Chaque semaine, notre entretien avec une personnalité du Nouveau Front populaire.

# « Il faut réfléchir à l'après-Barnier »

**GAUCHE Philippe Brun,** député PS de l'Eure, département où le RN est fort, vient de lancer le mouvement Ligne populaire, pour mener la bataille culturelle et parler à ceux que la gauche a oubliés.

**ENTRETIEN**

**Quel regard portez-vous sur le gouvernement de Michel Barnier ?**

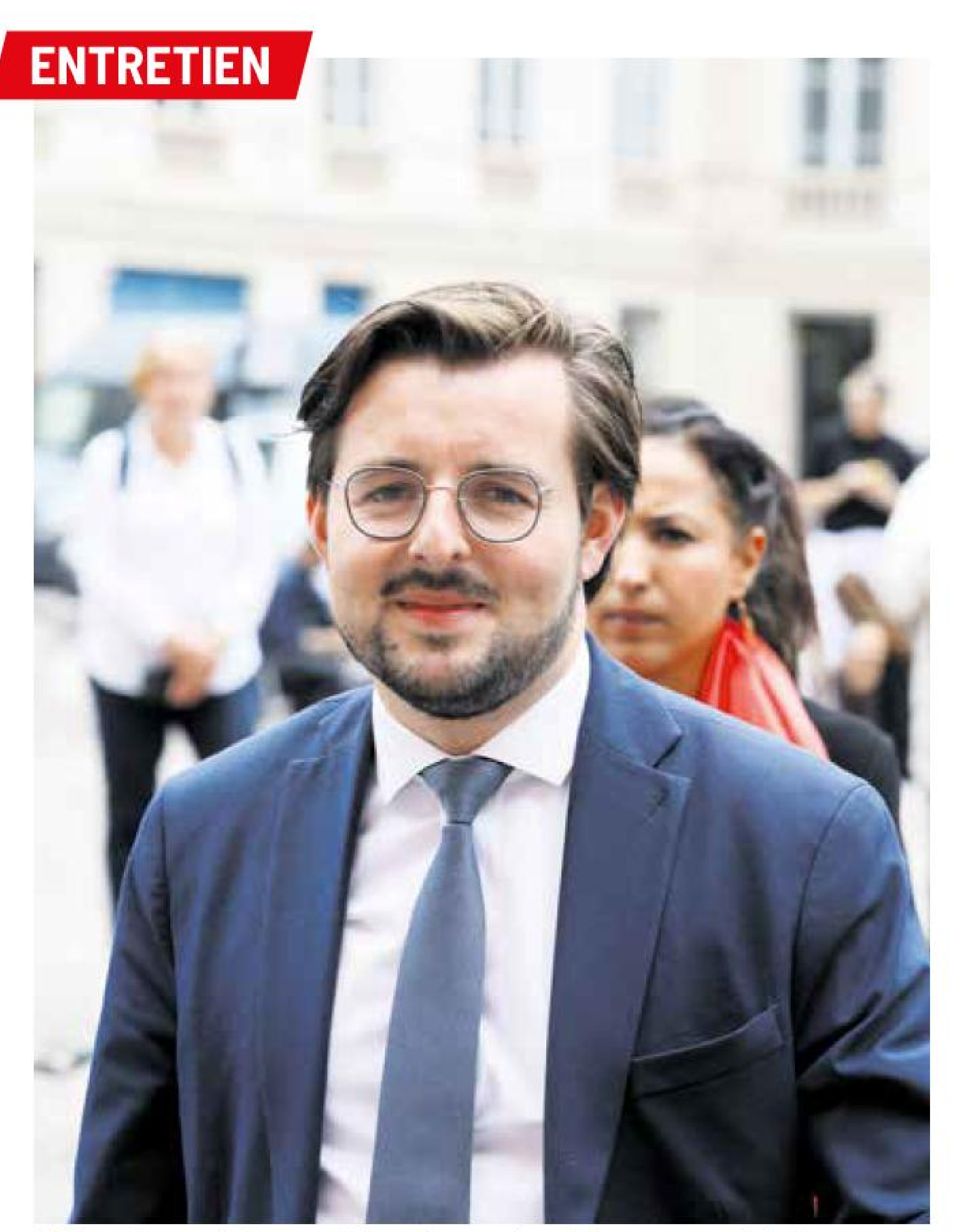
C'est un gouvernement de perdants, sous perfusion de l'extrême droite. Malgré les désaveux électoraux, le président parvient à maintenir sa politique. Ce gouvernement ne pourra rester qu'en faisant des concessions au RN. Cela se traduit par le choix de Bruno Retailleau, qui est un agent d'influence visant à donner des gages à l'extrême droite. On l'a vu avec ses déclarations sur l'aide médicale d'État ou sur le besoin d'une nouvelle loi immigration. Mais je pense que ce gouvernement sera censuré car les électeurs du RN ne sont pas favorables à cette alliance baroque. Si le RN persévère dans ce soutien, il se coupera de sa base populaire. Je crois qu'assez rapidement il décidera de censurer ce gouvernement. Il faut donc réfléchir à l'après-Barnier. Il pourrait tomber, peut-être dès le 10 novembre, au moment du vote sur la première partie du budget.

**Vous avez vous-même été approché par Michel Barnier. Pourquoi avoir refusé de rejoindre son équipe ?**

J'ai immédiatement refusé par téléphone. Puis j'ai été convié par le directeur de cabinet à venir à Matignon échanger sur la situation. À nouveau, la proposition m'a été faite d'intégrer le gouvernement, soit comme ministre des Finances, soit comme ministre de l'Économie et des Finances. J'ai à nouveau refusé. J'ai été frappé par le refus de discuter de la ligne politique. Je constate que je ne suis pas le seul : Gabriel Attal lui-même dit qu'il n'a pas eu de conversation sur le fond avec le premier ministre. Il est clair que personne de gauche ne peut rejoindre ce gouvernement.

**Pourquoi avoir lancé, cet été, l'initiative Ligne populaire ?**

Je suis le seul député de gauche à avoir augmenté son score face au RN entre 2022 et 2024. Je suis le seul député non-RN de mon département dans une circonscription qui a voté à 52 % pour l'extrême droite lors des européennes. Mais je reviens à l'Assemblée départi de beaucoup de mes amis et de ceux qui portaient la même ligne que moi : Fabien Roussel (PCF) battu dans le Nord, Bertrand Petit (PS) battu dans le Pas-de-Calais, Sébastien Jumel (PCF) battu en Seine-Maritime, Valérie Rabault (PS) battue dans le Tarn-et-Garonne, Cécile Untermaier (PS) battue en Saône-et-Loire. Je crois que nous avons péché de ne pas assez nous organiser entre ceux qui défendaient une réorientation de la gauche vis-à-vis des classes populaires. La Ligne populaire est justement un mouvement visant à agir dans la bataille culturelle sur la question fondamentale de notre rapport au peuple, pour créer des initiatives et parler directement à ceux que l'on a oubliés. Ce n'est pas un nouveau parti de gauche ou un courant du PS : je demeure socialiste et attaché à l'union de la gauche. Et nous avons besoin d'initiatives transpartisanes à gauche pour mener la bataille culturelle.



Philippe Brun a été approché par le premier ministre pour rejoindre le gouvernement. DANIEL PERRON/ HANS LUCAS VIA AFP

**Quelles seront les initiatives ?**

La Ligne populaire se traduit par l'École de l'engagement, qui est une école de formation politique pour promouvoir des candidatures d'ouvriers et d'employés. C'est aussi un service public populaire : nous allons ouvrir des guichets associatifs pour aider les gens à remplir leurs papiers dans les endroits où les services publics ont fermé. C'est encore Ascenseur en colère, que nous lançons cette semaine pour réparer les ascenseurs dans les copropriétés ou dans les immeubles dégradés. Au début du XIXe siècle, les ouvriers n'étaient pas de gauche. S'ils sont arrivés au socialisme et au communisme, c'est parce que nous avons créé des services pour eux : des coopératives ouvrières, des centres communaux d'action sociale, des mutuelles. On essaie de retrouver cet état d'esprit qui n'aurait jamais dû nous quitter.

**Vous parlez des « classes populaires » quand d'autres parlent de France périphérique. Pourquoi ?**

Je suis élu de la France périphérique, dans une circonscription de lotissements, de centres commerciaux et de gilets jaunes. Quand on regarde les choses très précisément, il y a une ruralité qui vote moins pour l'extrême droite, là où la pauvreté est moins forte. La géographie n'est que la conséquence de la sociologie. On aurait tort de nous axer sur un critère uniquement géographique.

**Il arrive que ceux qui portent l'idée de reconquête des classes populaires se voient accusés de mettre sous le boisseau la lutte antiraciste. Qu'en pensez-vous ?**

Je participe pleinement de la lutte antiraciste. C'est un mauvais procès fait à François Ruffin. Non, dire que les sujets de la désertification médicale, de la santé et des services publics sont oubliés dans le message de la gauche, dire qu'il faut se pencher sur le mode de vie des classes populaires, notamment en milieu rural, ce n'est pas mettre de côté la question antiraciste. Il existe une analyse erronée sur le succès allégué de la gauche dans les classes populaires des villes. Les gens qui habitent en Seine-Saint-Denis n'ont pas d'autre choix que de voter pour la gauche, surtout à un moment où l'extrême droite s'approche du pouvoir. Mais – je le constate dans les quartiers populaires de ma circonscription –, je ne suis pas certain que les gens soient particulièrement satisfaits de notre message. Je ne suis pas convaincu qu'un message plus englobant que celui que nous tenons aujourd'hui empêcherait les gens des quartiers populaires de voter pour nous.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GAËL DE SANTIS**

# Bruno Retailleau, l'extrême gage

**GOUVERNEMENT** Le Vendéen est coutumier, depuis près de trente ans, de sorties xénophobes sur l'immigration et l'islam. Devenu ministre de l'Intérieur, il incarne le symbole de l'entente cordiale entre la droite et son extrême.



Le 23 septembre, à Paris. Le nouveau locataire de la Place Beauvau arrive au palais de l'Élysée pour le Conseil des ministres. FIRAS ABDULLAH/ABACAPRESS.COM

PORTRAIT

C'est le ministre *« parfait »*. Parfait pour s'assurer le soutien de l'extrême droite. L'adjectif a même été choisi par Éric Ciotti, lundi sur RTL, pour qualifier la nomination de Bruno Retailleau à l'Assemblée. Comme le RN, celui qui quittera « Les Républicains » (LR) le 1er octobre fustige dans le discours la composition du gouvernement mais assure qu'il ne votera pas de *« censure au préalable »*. Cela dit bien ce que représente Bruno Retailleau dans ce nouvel exécutif. Un gage envoyé par Michel Barnier et Emmanuel Macron à l'extrême droite, à qui ils ont choisi de donner les clés de leur avenir. Le président de la République et son premier ministre ont ainsi nommé, avec l'ex-président du groupe LR au Sénat, le poids lourd politique (le seul, d'ailleurs, à faire son entrée au gouvernement) le plus à droite de l'échiquier politique hors RN et alliés.

À remonter le fil de la carrière de Bruno Retailleau, il est même difficile de le distinguer de l'extrême droite. Elle commence dans sa Vendée natale, à la fin des années 1980, lorsque l'économiste de formation intègre le Mouvement pour la France, le parti de Philippe de Villiers, dont il deviendra le *« fils spirituel »*, selon les mots de l'ancien candidat à la présidentielle. Aux côtés de celui-ci, dont il partage les idées réactionnaires et l'héritage antirévolutionnaire, Bruno Retailleau participe à la création du Puy du Fou, parc qui diffuse une vision révisionniste, fantasmée et ultracatholique de l'histoire de France. Le nouveau ministre de l'Intérieur y fut même cavalier sur certains spectacles, avant d'être l'un des artisans de la triche mise en place dans l'émission *Intervilles* en 1997 pour permettre au Puy du Fou de l'emporter, en soufflant lui-même des réponses aux candidats.

### IL GLORIFIE LES « BELLES HEURES » DE LA COLONISATION

La suite de sa carrière, au conseil général de Vendée pendant vingt-sept ans, à l'Assemblée nationale (1994-1997), à la présidence du conseil régional des Pays de la Loire (2016-2017) ou au Sénat depuis 2014, a toujours été marquée par ses sorties teintées de xénophobie sur l'immigration ou sur l'islam. Lui qui a plusieurs fois tenté d'interdire le port de signes religieux dans l'espace public n'entend pas se renier à Beauvau. Lundi matin, le discours d'investiture de Bruno Retailleau tendait presque à faire passer Gérald Darmanin pour un laxiste. *« J'ai trois priorités : la première, rétablir l'ordre, la deuxième, rétablir l'ordre, la troisième, rétablir l'ordre »*, a déclaré l'ancien lieutenant de François Fillon. Entre deux déclarations d'amour aux forces de police, il a aussi donné son point de vue sur l'insécurité : *« La violence, ce n'est pas un vague sentiment, c'est une réalité. » « Ce sont des propos que nous tenons quasiment quotidiennement »*, a reconnu sur CNews le député RN Philippe Ballard.

Le discours de Bruno Retailleau sur l'immigration est également de nature à séduire l'extrême droite. À bien l'écouter, le ministre semble voir les exilés et les réfugiés comme des sauvages précipitant la France dans la régression et le chaos. Déjà, en 1997, il clamait qu'une *« société multiculturelle serait forcément une société multiconflictuelle »*, puisque *« les gens qui viennent, notamment l'immigration africaine, ce sont des gens qui n'ont pas la même culture que nous »*. En 2023, pendant les révoltes consécutives au meurtre de Nahel Merzouk, il considère que *« pour la deuxième, troisième génération il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques »*. Celui qui glorifie les *« belles heures »* de la colonisation prône *« l'assimilation plutôt que l'intégration »*, parle de *« Français de papier »*, et même de *« décivilisation »*…

> En 1997, il clamait qu'une « société multiculturelle serait forcément une société multiconflictuelle ».

Depuis qu'il est devenu, il y a dix ans, le chef de file des sénateurs UMP-LR, le Vendéen est même le champion du concours Lépine des pires idées pour s'attaquer aux réfugiés. Suppression de l'aide médicale d'État (AME), du droit du sol, des subventions aux associations venant en aide aux migrants, instauration de la double peine, limitation des visas et du regroupement familial… C'est par lui et son groupe que les vieilles revendications de l'extrême droite ont franchi les frontières politiques. C'est aussi sous son impulsion que la loi immigration de décembre 2023 a tourné en victoire culturelle du RN, le chef des sénateurs LR ayant mis la pression pour y injecter une bonne dose de préférence nationale, concernant l'accès aux aides sociales en particulier. Des dispositions finalement censurées par le Conseil constitutionnel, mais que le nouveau ministre

veut remettre sur la table. Sa nomination peut faire craindre le pire alors que l'extrême droite réclame de nouvelles mesures, sous menace de censure. *« Suppression du droit du sol, fin des aides sociales aux migrants, expulsion des étrangers délinquants… Il est temps de prendre des décisions fortes »*, lui a explicitement demandé le député RN Laurent Jacobelli, lundi.

**UN PARTISAN DU TOUT-RÉPRESSIF**

En matière de sécurité, son principal champ d'action, Bruno Retailleau reste un partisan du tout-répressif. Sur le « maintien de l'ordre » en manifestation, des régressions sont à craindre de la part de celui qui a déposé des textes pour conférer le pouvoir aux préfets d'interdire à une personne de manifester si elle représente une *« menace pour l'ordre public »* ou encore de réduire le droit de grève dans les transports. Au CV du ministre de l'Intérieur, il faut ajouter son vote contre l'interdiction des thérapies de conversion en 2021, ses violentes diatribes contre le mariage pour tous ou sa résistance à inscrire la constitutionnalisation de l'IVG à l'ordre du jour au Sénat.

Un épais catalogue qui en fait le symbole de ce gouvernement globalement réactionnaire, cristallisant les critiques, y compris dans le camp présidentiel. *« C'est la vieille droite française, c'est la vieille France, ils ont voté contre tous les sujets sociétaux que nous avons fait avancer ! »* s'emporte dans Mediapart le député macroniste Ludovic Mendes. Sans oublier que la nomination de Bruno Retailleau constitue aussi une insulte de plus aux électeurs et à leur message envoyé dans les urnes le 7 juillet, le barrage républicain, que Bruno Retailleau rejette depuis plusieurs années. Avant de se positionner contre le désistement de candidats LR lors du dernier scrutin, il a même refusé de donner toute consigne de vote pour le second tour de la présidentielle 2022… ■

**FLORENT LE DU**

# Le gouvernement doit entendre que « les vieux méritent mieux »

**DÉPENDANCE** Une journée de mobilisation pour le grand âge a lieu ce mardi. Elle fait écho à l'action en justice intentée par plusieurs communes et collectivités territoriales qui somment l'État de prendre ses responsabilités en matière de financement.

À peine nommé, le nouveau ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Paul Christophe, se trouve sommé d'agir. Les deux tiers des structures d'accueil pour personnes âgées sont en déficit et les structures d'aide à domicile, faute de moyens, ne cessent de réduire leurs services. Pourtant, « Mes vieux méritent mieux » ! C'est le sens de la mobilisation prévue ce 24 septembre, soutenue par au moins 17 organisations du grand âge.

Initiée la même année que la sortie de l'enquête de Victor Castanet sur la maltraitance dans les Ehpad du groupe Orpea, cette troisième journée de débats et rassemblements mobilise largement. L'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), qui dénonce, dans un communiqué publié à l'annonce de la nomination de Paul Christophe, cette *« spirale des déficits, des conditions de travail désastreuses pour les salariés et de l'accompagnement notoirement insuffisant pour les personnes âgées »*, a décidé d'y participer. L'association exige que le gouvernement *« fasse de ce sujet de société une priorité de fin de quinquennat afin que les pouvoirs publics déterminent enfin les voies de sortie de crise par des sources de financement nouvelles permettant d'atteindre le ratio minimal de 8 professionnels pour 10 résidents en établissement et 32 euros de l'heure à domicile »*.

Ces revendications vont dans le même sens que celles des Maires des 16 communes bretonnes réunis au sein du collectif des maires et territoires en résistance pour le grand âge ayant décidé, le 13 septembre, d'attaquer l'État en justice. S'appuyant sur le Code de l'action sociale et des familles, ils entendent dénoncer, en premier lieu, les préjudices financiers subis par les Ehpad et réclament à ce titre *« plus de 7 millions d'euros »* au titre des obligations juridiques de la puissance publique. *« Cela devient impossible de travailler sereinement quand on ne connaît qu'à la fin de l'année les crédits non reconductibles donnés par l'ARS »*, déplore le collectif. En outre, ils accusent l'État de nuire à leur image, évoquant *« les reproches »* récurrents émanant de la population sur l'état des structures d'accueil pour personnes âgées.

Ce collectif peut d'ailleurs maintenant compter sur le soutien des quatre conseils départementaux bretons et vient d'être rallié par les édiles de communes de l'Hérault et de Gironde. *« Nous refusons de laisser le marché lucratif mettre la main sur nos établissements »*, font-ils savoir collectivement, rejetant l'idée que les Ehpad ne soient plus destinés *« qu'aux plus fortunés »*. La lutte des classes n'a pas d'âge. ■

**ÉMILIEN URBACH**


JEAN-FRANÇOIS FORT/HANS LUCAS/AFP

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME


ALBERT FACELLY

## Barnier: moins 44 % pour la santé

**Alors que la première sortie de Michel Barnier s'est effectuée dans un hôpital,** plaçant la santé parmi ses priorités, nous découvrons avec stupeur que le budget du ministère de la Santé sera amputé l'an prochain de 44 %, soit la plus forte saignée de tous les ministères. Ce budget, qui n'est pas celui de la Sécurité sociale, concerne notamment les investissements dans les hôpitaux. Pour rappel, les fameuses promesses du Ségur de la santé annonçaient 6 milliards d'euros d'investissement pour les hôpitaux et les Ehpad… des annonces mensongères.

**Regardons de plus près les conséquences concrètes de ces mesures.** De très nombreux hôpitaux souffrent de vétusté et nécessitent des rénovations urgentes. Ces travaux ont été retardés depuis que la Banque centrale européenne oblige les hôpitaux à emprunter auprès d'elle avec des taux d'intérêt élevés, ce qui a abouti à une dette cumulée de plus de 30 milliards d'euros. Plus grave, certains ont été plombés par des emprunts toxiques, avec des taux d'intérêt qui ont dépassé les 20 %. Face à cette impasse, le gouvernement est intervenu. Mais il s'est contenté de reprendre à sa charge seulement un tiers de cette dette, ce qui laisse aux hôpitaux une charge d'intérêt d'environ 1 milliard par an. Somme qui manque non seulement pour investir mais qui pèse aussi sur la principale dépense des établissements : les salaires. Ce qui se traduit par une réduction des embauches alors que nous manquons déjà de personnel.

**Cette saignée fait suite à celles opérées les années précédentes avec le transfert au budget** de la Sécurité sociale du financement de certaines agences ou encore de la rémunération des étudiants hospitaliers. La stratégie est claire, on déshabille le ministère de la Santé et on charge la barque de la Sécurité sociale pour alourdir son fameux trou, ce qui permet d'imposer comme obligatoires des mesures d'économies. Dans le même temps, le budget militaire progresse de 5 % dans le cadre de la loi de programmation qui affecte 413 milliards aux armées d'ici à 2030. Bref, des milliards pour l'armée, l'austérité pour la santé. Autre exemple des choix de l'État dans un domaine où visiblement l'argent coule à flots, celui des aides aux entreprises pour soi-disant réindustrialiser la France. Ainsi Sanofi, champion français de la pharmacie, s'est vu octroyer une subvention de l'État de 240 millions d'euros pour son usine de Neuville-sur-Saône, avec en perspective la création de 200 emplois. Belle opération pour une entreprise qui fait entre 5 et 10 milliards d'euros de bénéfices. Quelle efficacité pour la collectivité quand la création d'un emploi coûte plus d'un million d'euros ? Tout cet argent manque pour la santé, c'est-à-dire pour la vie, au profit de la guerre et du veau d'or capitaliste. ■

EN LUTTE

### SAGES-FEMMES EN GRÈVE

Lundi 23 septembre, les sages-femmes de la maternité Paule-de-Viguier à Toulouse ont commencé, une grève illimitée. Face à leur fatigue et aux trop nombreuses heures supplémentaires effectuées, elles réclament des embauches.

### QUATRE SEMAINES DE LUTTE

Quatrième semaine consécutive de grève pour les travailleurs de Keolis Méditerranée, dans l'Hérault. Les opérateurs des bus publics revendiquent une meilleure redistribution des bénéfices et déplorent l'absence de dialogue avec la direction.

### FERMETURES D'USINES

Au premier semestre 2024, 61 usines de plus de 10 salariés ont fermé, soit une hausse de 9 % en un an, alors que le nombre d'ouvertures de sites a reculé de 4 %. Selon Trendeo, elles restent toutefois plus nombreuses avec 79 annonces d'ouverture.

# Pour les TUC, la retraite, c'est toujours pas du gâteau

**INÉGALITÉS** Les bénéficiaires de ces contrats aidés, dans les années 1980-1990, ont découvert que des décrets d'application de la réforme des 64 ans les empêchaient de partir en « carrière longue ». Leur collectif, l'association des Oubliés de la retraite, repart à l'assaut.



THOMAS JOUHANNAUD/POPULAIRE DU CENTRE/MAXPPP

Un ancien TUC qui disposerait de ses 172 trimestres

Paul Christophe sera-t-il le deus ex machina des TUC ? Comme au théâtre, où des divinités descendent parfois du ciel pour dénouer les plus inextricables tragédies humaines, la mise en scène de la nomination du gouvernement Barnier a réservé une surprise de taille aux anciens titulaires de ces « travaux d'utilité collective ». Le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui a pris ses fonctions ce lundi, n'est autre que Paul Christophe. En 2022, le député Horizons du Nord avait mené avec, son homologue socialiste Arthur Delaporte, une mission flash pour permettre à ces travailleurs en contrat aidé de débloquer enfin leurs droits à la retraite.

Avant ce travail parlementaire, qui avait débouché dans la réforme des retraites de 2023 sur un article de loi censé réparer le scandale, les TUC, mais aussi toutes les personnes en stages en entreprise « d'initiation à la vie professionnelle » et « jeunes volontaires », selon le plan Barre, n'avaient droit à rien. Un deuxième effet pas cool pour ces 16-21 et 22-25 ans privés d'emploi de l'époque, à qui l'on avait proposé entre 1984 et 1990 ce genre de contrat dérogatoire au Code du travail qui, au titre du *« traitement social du chômage »*, leur donnait accès à un travail dans une association, rémunéré par l'État à hauteur de 350 euros actuels par mois. Bien loin du Smic de l'époque.

#### UNE MISSION FLASH POUR RÉPONDRE À L'INJUSTICE

Parvenue à l'âge de départ, quarante ans plus tard, cette génération s'est vite rendu compte en parcourant son relevé de carrière que les deux années au maximum passées en travaux d'utilité collective ne validaient aucun trimestre. Un collectif s'est alors créé pour crier à l'injustice. La mission flash a ouvert le chemin à la reconnaissance de droits à pension que le ministre du travail Olivier Dussopt s'est fait fort de graver dans le marbre législatif, en glissant un article dans sa réforme des 64 ans. Une petite douceur pour faire passer ce recul social de brute.

> Une petite douceur pour faire passer ce recul social de brute.

Deux décrets publiés en août 2023 ont bien mis en musique cette contrepartie. Depuis, les trimestres passés en contrat aidé sont bien comptabilisés dans les 43 annuités, sésame pour le déclenchement des droits à retraite. Le montant de la pension peut aussi s'en trouver amélioré : autour de 57 euros par mois pour une personne ayant travaillé un an sous statut TUC avant de poursuivre sa carrière au Smic.

Mais un nouveau couac a retenti. Ces trimestres comptabilisés sont dits « assimilés », non cotisés. Une différence administrative de taille qui éjecte les TUC de la possibilité de partir dans le cadre du dispositif « carrière longue ». Autrement dit, même s'il a commencé dès l'âge de 16 ans, un ancien TUC qui disposerait de ses 172 trimestres doit quand même attendre de souffler ses 64 bougies pour partir.

#### UN RECOURS DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT

De quoi faire bondir l'association TUC-les Oubliés de la retraite, qui mène depuis quatre ans le combat. *« Plus de 70 % de nos adhérents ont été en contrat entre 16 et 20 ans. Si on globalise, ça fait aux alentours d'un million de personnes à qui l'on dit que leurs années passées au service de l'intérêt général ne comptent pour rien. C'est une belle injustice »*, dénonce Yves Coussement, trésorier du collectif.

On pourrait déceler derrière ce fâcheux oubli technocratique une mesure d'économie. La mission flash avait noté qu'*« en fonction du taux de recours des personnes*

L'AGENDA



**24 septembre** Préavis de grève déposé par la CGT, FO, la Base et l'Unsa *« pour l'ensemble des agents »* du RER B, contre *« des procédures de contrôle et d'intervention inadaptées »*.
**26 septembre** Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.
**28 septembre** Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.
**1er octobre** Journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires pour l'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation des salaires et des pensions, l'égalité femmes-hommes et le renforcement des services publics.



doit quand même attendre de souffler ses 64 bougies pour partir.

*concernées, le coût total du dispositif de prise en compte des contrats aidés pourrait représenter entre 350 millions et 3,5 milliards d'euros, avec un pic annuel estimé entre 25 et 250 millions d'euros en 2030. »* Yves Coussement repousse l'argument financier : *« On sait que seules 10 % à 12 % des personnes concernées pourraient réclamer de passer en carrière longue. Au vu des 345 milliards d'euros de dépenses annuelles du système de retraite universel, ça passe. »*

L'association des Oubliés de la retraite a déposé en juin un recours devant le Conseil d'État pour que les décrets d'application de la réforme de 2023 soient revus. Depuis la rentrée, elle a relancé sa campagne auprès des nouveaux députés. Elle a par ailleurs bien entendu dimanche Michel Barnier évoquer les carrières longues comme domaine amendable de la réforme Borne-Dussopt, ou ce lundi la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, expliquer vouloir *« rendre la dernière réforme des retraites peut-être plus soutenable pour tous »*. Son collègue aux Solidarités, Paul Christophe, plaidera-t-il auprès d'elle en faveur des TUC ? Une chose est sûre : toute modification de la réforme prendra du temps. Autant l'abroger, comme le revendiquent tous les syndicats.

STÉPHANE GUÉRARD

# Les parents de Jérémy Wasson obtiennent gain de cause

**MORT AU TRAVAIL** La cour d'appel a confirmé, ce lundi, les lourdes condamnations de l'Urbaine de travaux, reconnue responsable du décès du jeune stagiaire sur un chantier.

« C'est *un grand soulagement pour nous et un pas dans notre combat en mémoire de Jimmy ! »* lancent, émus, Valérie et Frédéric Wasson, après plus de quatre années d'une lutte sans relâche contre la société Urbaine de travaux jugée, ce lundi 23 septembre, définitivement responsable de la mort de leur fils Jérémy. Alors en première année à l'École spéciale des travaux publics du bâtiment et de l'industrie (ESTP), le jeune homme de 21 ans entame un stage d'observation qui devait durer moins de deux mois dans l'entreprise, marraine de sa promotion. Mais, dès son quatrième jour, il est envoyé seul sur le toit du chantier du centre de commande de la SNCF, dans le cadre du projet Éole à Pantin (Seine-Saint-Denis), d'où il a fait une chute de plus de 5 mètres, en passant à travers une trémie de désenfumage.

Urbaine de travaux, représentée par son président, Julien Haas, avait été condamnée en première instance à payer une amende de 240 000 euros, tandis que la conductrice de travaux avait, elle, écopé de 10 000 euros d'amende et de deux ans d'emprisonnement avec sursis, le 9 mars 2022. Toutes deux pour homicide involontaire par la violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence dans le cadre du travail, l'emploi de travailleur temporaire sans organisation et la dispense d'une information et d'une formation pratiques et appropriées en matière de santé et de sécurité, et pour finir, l'emploi de travailleur sur un chantier de bâtiment et de travaux publics sans mesure de protection contre les chutes de personnes.

## UNE HISTOIRE LOIN D'ÊTRE ISOLÉE

Cette décision a donc été partiellement confirmée par la cour d'appel de Paris, la peine de la conductrice de travaux ayant été abaissée à quatorze mois. Ce jugement permet aux proches de Jérémy Wasson de prendre une respiration après un douloureux bras de fer de plus de quatre années et avant de poursuivre la procédure au civil.

L'avocate de la famille, maître Juliette Pappo, se réjouit d'*« une sanction, pour une fois, particulièrement lourde »*, au vu d'un système français où les entreprises, non contraintes, souvent peu ou non sanctionnées, ont carte blanche pour continuer à appliquer des méthodes ayant pourtant coûté la vie à de nombreux travailleurs. En effet, l'histoire de Jérémy est loin d'être isolée. Hors agriculteurs, indépendants et fonctionnaires, l'assurance-maladie dénombrait, en 2022, 738 décès professionnels, contre 530 en 2017.

La société, propriété du groupe Fayat, est sommée de publier cette décision dans les pages de l'édition nationale du *Parisien* et du *Moniteur*, hebdomadaire de référence dans la construction. De quoi – très ponctuellement – entacher la réputation de l'entreprise dont le site assure que *« la sécurité et la santé de ses salariés »* est un des axes fondamentaux de sa stratégie, tout en accueillant encore aujourd'hui une soixantaine de stagiaires par an, dont certains en provenance de l'ESTP.

PAULINE ACHARD


Valérie et Frédéric Wasson entourant le portrait de leur fils Jeremy, décédé en 2020. GUILLAUME CLÉMENT POUR *L'HUMANITÉ*

l'Humanité
MARDI 24 SEPTEMBRE 2024.

# Keir Starmer tente laborieusement de convaincre ses troupes

ANALYSE

**ROYAUME-UNI**

Le congrès du Parti travailliste se tient à Liverpool alors que la cote de popularité du premier ministre est au plus bas. En cause, des premières mesures qui se traduisent par des coupes dans l'aide d'hiver aux retraités et une affaire de dons financiers.




PAUL ELLIS/AFP

« Le changement commence » : après deux mois de gouvernement travailliste, le slogan semble incongru.

Keir Starmer et son équipe espéraient que la conférence annuelle du parti serait une célébration du retour au pouvoir des travaillistes après quatorze années de gouvernement conservateur. Las, au lieu de cela et d'être ovationné par des adhérents exubérants, le nouveau chef de l'exécutif britannique et ses ministres ont dû à nouveau défendre la décision de réduire l'aide à l'achat de carburant à des millions de retraités et expliquer pourquoi le premier ministre et d'autres avaient accepté l'argent d'un donateur – en l'occurrence Waheed Alli, multimillionnaire, membre travailliste de la Chambre des lords – pour acheter des vêtements et organiser des fêtes. Keir Starmer, pour ne parler que de lui, a reçu pour plus de 100 000 livres sterling (120 000 euros) de cadeaux depuis décembre 2019. Des produits de première nécessité en quelque sorte : habits, lunettes, places de concert ou de matchs de foot…

La banderole tendue au-dessus de la scène, dans la salle de conférences du congrès, à Liverpool, en devenait presque incongrue ou prémonitoire. « Le changement commence », pouvait-on lire. « *Le Parti travailliste est-il sans honte ou stupide ?* » demande ingénument le *Telegraph*, pour qui la gauche n'a jamais été en odeur de sainteté, même si celle-ci a la tête plutôt tournée à droite, comme c'est le cas actuellement.

### DES RÉCALCITRANTS PUNIS

C'est donc toute la difficulté pour Keir Starmer, qui sait que le raz de marée électoral en nombre de sièges enregistré au début du mois de juillet, qui lui a permis d'entrer au 10 Downing Street, la résidence du premier ministre, ne saurait cacher le recul en voix. Et surtout que, en moins de trois mois, la fronde n'a pas tardé à éclater au sein même des représentants à la Chambre des communes.

Au point que Keir Starmer a dû intervenir et punir les récalcitrants – près d'une quarantaine – qui refusaient d'approuver une des pires mesures de ce début de mandat : la diminution drastique de l'aide fournie aux personnes âgées pour acheter du fuel de chauffage. Selon un sondage d'opinion publié dimanche par *The Observer*, la cote de popularité du premier ministre s'est déjà effondrée et seulement 24 % des électeurs approuvent son action.

Le début solennel de la conférence n'a pas masqué les tensions, même si le leader travailliste et son équipe ont voulu offrir une vision d'espoir à la Grande-Bretagne, après avoir répété à plusieurs reprises que les choses

empireraient avant qu'elles ne s'améliorent. *« Soyons francs : nous ne pouvons pas souhaiter que nos problèmes disparaissent, nous devons les affronter »*, a insisté la vice-première ministre, Angela Rayner. Celle-ci, considérée comme faisant partie de l'aile gauche du parti mais qui a oublié son ancien soutien à Jeremy Corbyn, a promis, dimanche, une nouvelle loi, le mois prochain, pour donner plus de droits aux travailleurs. Elle veut notamment *« interdire »* les contrats dits « zéro heure » qui ne garantissent pas de durée minimale de travail. Elle a aussi annoncé *« le plus grand coup de pouce au logement social et abordable depuis une génération »*. À voir, comme disent certains, si le budget va entériner ce qui ne sont, pour l'heure, que des promesses.

**LE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ DANS LE VISEUR**

Dimanche, pour le premier jour du congrès de son parti, Keir Starmer a donné des interviews au *Sunday Mirror* et à *The Observer*. Il a promis que son gouvernement ne s'engagerait pas *« sur la voie de l'austérité »*. La politique d'austérité des conservateurs *« a fait énormément de mal à nos services publics »*, a-t-il insisté. Ils sont *« à genoux »* et *« nous devons nous assurer qu'ils fonctionnent correctement »*. Mais les finances publiques sont dans un état *« pire »* qu'imaginé et le budget, qui sera présenté fin octobre, sera *« douloureux »*, n'a cessé de répéter le premier ministre ces dernières semaines. Une rhétorique qui masque le véritable plan de ce gouvernement, à l'instar de ce qui est programmé pour le service public de santé, le NHS. Celui-ci a été particulièrement attaqué, au point que l'accès aux soins est de plus en plus compliqué. Keir Starmer envisage de privatiser des pans entiers de cette institution qui a longtemps été la fierté des Britanniques avant de s'effondrer sous les coups de boutoir de la rentabilité et du dégraissage social.

**Le budget, qui sera présenté fin octobre, sera « douloureux », n'a cessé de répéter le premier ministre.**

Pour l'heure, les syndicats, pourtant historiquement fondateurs du Parti travailliste, tirent la sonnette d'alarme, se focalisant sur la suppression du chèque énergie pour des millions de retraités. Il s'agit, pour Sharon Graham, la secrétaire générale du syndicat Unite, d'une *« politique cruelle »*. Elle aimerait que Keir Starmer *« reconnaisse qu'il a fait un faux pas et revienne (sur cette politique) »*. ■

**PIERRE BARBANCEY**

# Le chaos régional, but de Benyamin Netanyahou

**LIBAN** Les bombardements israéliens ne cessent pas. Dans le sud du pays du Cèdre, c'est l'exode tandis que les morts s'accumulent. Tous les signaux sont au rouge alors que seul Tel-Aviv veut une guerre totale au Proche-Orient.

Record battu au Liban pour Benyamin Netanyahou et son armée. Lundi, 274 personnes ont été tuées, dont 21 enfants et 39 femmes ; 1 024 ont été blessées, ce qui fait de cette journée la plus meurtrière depuis la guerre civile qui s'est déroulée entre 1975 et 1990. Même au plus fort du conflit mené en 2006, de tels chiffres n'ont pas été atteints. L'état-major israélien a fait savoir qu'il avait frappé environ 800 cibles liées au Hezbollah dans le sud du Liban et la vallée de la Bekaa. Et toujours le même discours : *« Parmi les cibles frappées, des bâtiments où le Hezbollah a caché des roquettes, des missiles, des lanceurs, des drones et des infrastructures terroristes supplémentaires. »* Pas un mot pour les civils tués, les maisons détruites, le déplacement de milliers d'habitants forcés de fuir. Après l'attaque indiscriminée aux bipeurs piégés, rien ne semble pouvoir arrêter le gouvernement de Benyamin Netanyahou.

*« J'ai promis que nous changerions l'équilibre de la sécurité, l'équilibre des forces dans le Nord, c'est exactement ce que nous faisons »*, s'est félicité le premier ministre israélien. *« Ce qui m'inquiète, (c'est) la possibilité que le Liban ne se transforme (en) un autre Gaza ! »* s'est au contraire alarmé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, alors que la Maison de verre accueillait un sommet de l'avenir (lire pages 2 et 3).

Un drôle d'avenir pour les peuples de la région que concocte un Benyamin Netanyahou qui n'a jamais été aussi sûr de lui, renforcé dans son entreprise par l'inaction internationale. À Emmanuel Macron qui, penaud, lui demande de se calmer, l'indétrônable leader israélien, appuyé sur une extrême droite suprémaciste, rétorque que les pressions sont à exercer sur le Hezbollah libanais. Il avait déjà servi la même réponse en parlant précédemment du Hamas.

**« Ce qui m'inquiète, c'est la possibilité que le Liban ne se transforme en un autre Gaza ! »**
ANTONIO GUTERRES, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

C'est donc impuissantes que les populations du monde entier assistent à ces nouveaux massacres. L'évidence est là : Israël veut que la région bascule une fois pour toutes dans le chaos. On n'y est pas encore, mais il suffirait d'un rien. Malgré ses pertes, y compris parmi ses dirigeants, le Hezbollah continue à répliquer avec mesure et réclame un cessez-le-feu à Gaza. À New York où il se trouve pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a fait savoir : *« Nous savons mieux que quiconque que si une guerre plus importante devait éclater au Moyen-Orient, cela ne bénéficierait à personne dans le monde. C'est Israël qui cherche à élargir ce conflit. »* Et d'ajouter : *« Curieusement, nous sommes toujours considérés comme l'auteur de l'insécurité. Mais regardez la situation telle qu'elle est ! »*

Les États-Unis affirment également ne pas vouloir d'une déflagration régionale. Mais, malin, Benyamin Netanyahou – qui n'a que mépris pour l'ONU – leur fait miroiter l'application d'une résolution datant de 2006 (la 1701), visant à repousser le Hezbollah au nord du fleuve Litani. Un prétexte pour celui qui n'a plus de salut que dans la guerre, quitte à ce que tout le monde sombre, y compris les Israéliens. ■

**P. B.**

## REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON

JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

# La peine capitale, une arme politique

**Le décompte arrive à expiration. L'exécution de Marcellus Williams, alors qu'il clame son innocence** depuis 1998, est programmée aujourd'hui, 24 septembre 2024. Bien que sa condamnation soit basée sur les témoignages de deux informateurs douteux et que l'ADN retrouvé sur l'arme du crime soit celui d'un autre homme, la Cour suprême du Missouri (États-Unis) a rejeté l'appel du procureur qui demandait l'abandon de la condamnation de Marcellus Williams pour meurtre. Après vingt-trois années d'incarcération, la vie de cet homme, poète, imam, est suspendue à la décision du gouverneur du Missouri de lui accorder sa clémence et de commuer sa peine en condamnation à vie. Malheureusement, l'exécution de Freddie Owens, en Caroline du Sud, vendredi dernier, prouve qu'être innocent ne suffit pas : quelques heures avant l'injection létale, le témoin principal a révélé avoir menti.

**Si le nombre total d'exécutions diminue lentement (24 en 2023), il faut noter que les États** qui continuent d'y recourir sont, pour la plupart, les anciens États confédérés. C'est un rappel que la peine de mort s'inscrit dans la continuité de l'histoire des lynchages, de l'esclavage et de la terreur raciale. La peine capitale, qui n'apporte ni solution ni réconfort aux victimes et aux familles, et n'a jamais permis de réduire la criminalité, reste donc une arme politique. Pourtant, lors de sa convention en août, le Parti démocrate a supprimé l'abolition de la peine de mort de son programme. C'est surprenant puisque les démocrates y sont majoritairement opposés (65 %), comme une part croissante de la population états-unienne d'ailleurs, qui considère pour moitié qu'elle est injustement appliquée. Mais ce n'est que le sommet de l'iceberg.

**L'incarcération de masse, les violences policières, les discriminations, les profits générés par la criminalisation** des plus pauvres et des minorités… les injustices sont omniprésentes dans le système carcéral et judiciaire des États-Unis. Les activistes insistent sur la nécessité de s'organiser pour former des leaders et de prendre part aux décisions politiques. Malgré le choix décevant de Kamala Harris de se détourner de la lutte pour l'abolition, d'autres opportunités s'offriront aux électeurs, le 5 novembre. Qu'il s'agisse des juges, des procureurs, des shérifs, des maires, des présidents de conseils scolaires… nombreux sont les élus locaux jouant un rôle dans le système pénal et carcéral. Dans le contexte de progression des mouvements conservateurs et réactionnaires, il est urgent d'agir pour sauver la vie de Marcellus Williams, celle aussi de Robert Roberson, dont l'exécution est programmée au Texas le 17 octobre, et celle de tous les autres enfermés dans le couloir de la mort, coupables ou innocents sans distinction. ■

l'Humanité
MARDI 24 SEPTEMBRE 2024.



La peau d'une souris est dix fois plus fine que la nôtre, raison du succès de l'expérience. JACOBSTUDIO/ ISTOCKPHOTO/ GETTY IMAGES

# La souris translucide, on l'a à l'œil

**BIOLOGIE** Des scientifiques ont rendu transparente la peau d'un rongeur vivant en la badigeonnant d'un mélange d'eau et de tartrazine, un colorant alimentaire ordinaire. Pourra-t-on utiliser cette technique pour des applications médicales sur les humains ?

Il ne s'agit pas de magie, mais bien d'une découverte scientifique fondée sur une théorie physique. Des chercheurs américains de la National Science Foundation (NSF) et de l'université de Stanford ont réussi à rendre transparente la peau du crâne et de l'abdomen d'une souris bien vivante en y appliquant un mélange d'eau et de tartrazine, un colorant alimentaire ordinaire.

Ce colorant jaune dilué dans l'eau s'est diffusé en moins de dix minutes dans la peau rasée de la souris. Comme prévu, la bestiole s'est colorée en jaune orangé, mais surtout elle est devenue partiellement transparente. En utilisant l'imagerie laser à haute résolution, l'équipe californienne rapporte, dans son étude publiée dans la revue *Science*, qu'elle a d'abord appliqué la solution sur le cuir chevelu, rendant la peau transparente, pour révéler les vaisseaux sanguins du cerveau. Ensuite, les scientifiques ont fait de même sur l'abdomen, montrant son foie, ses intestins et sa vessie, et même les mouvements de ses battements de cœur et de sa respiration. La méthode est indolore pour l'animal, sans effet secondaire et réversible. Une fois le colorant éliminé après lavage, la peau reprend son aspect initial en dix à vingt minutes.

L'équipe a étudié 21 colorants synthétiques avant d'opter pour la tartrazine, connue pour donner une teinte orangée aux sodas, bonbons, chips ou tacos. Ce colorant est sans danger pour les organismes vivants et il est très peu coûteux. Mais surtout, lorsqu'elles sont dissoutes dans l'eau et absorbées par les tissus, les molécules de tartrazine empêchent la lumière de se disperser. Or la peau vivante est un milieu diffusant qui, comme le brouillard, disperse la lumière, empêchant la visibilité à travers.

Toute la question est de savoir comment la lumière interagit sur les tissus biologiques colorés. Deux phénomènes entrent en jeu : la diffusion de la lumière qui explique l'opacité de notre corps et le processus de réfraction selon lequel la lumière change de vitesse et se courbe en passant d'un matériau à un autre. Les chercheurs devaient donc trouver un moyen de rapprocher les différents indices de réfraction des composants des tissus biologiques — un mélange d'eau, de lipides, de protéines et d'autres molécules denses — pour réduire la quantité de lumière diffusée dans la peau.

Pour cela, il fallait partir d'hypothèses théoriques sur les relations entre absorption et réfraction de la lumière, comme l'explique le physicien Zihao Ou, premier auteur de l'article, post-doctorant à Stanford pendant la recherche et maître de conférences à l'université du Texas à Dallas : « *Ce projet part de mes études théoriques sur la diffusion de microparticules dans un environnement optiquement absorbant. Au cours de mes tests expérimentaux préliminaires, on a remarqué que la diffusion est différente lorsque le milieu passe d'un environnement absorbant à un environnement non absorbant. Cela nous a incités à penser que cette méthode pourrait être utilisée pour réduire la diffusion optique à l'intérieur des tissus biologiques.* »

**Cette méthode pourrait s'appliquer à la localisation de blessures, au suivi des troubles digestifs ou à la détection précoce de cancers.**

Ce processus pourrait s'appliquer à un large éventail de diagnostics médicaux, de la localisation des blessures ou des veines, au suivi des troubles digestifs, en passant par la détection précoce de cancers. Déjà, on imagine appliquer la substance comme une crème sans avoir recours à un équipement d'imagerie spécialisé ou à des techniques invasives. « *Notre méthode peut améliorer les modalités d'imagerie optique existantes pour sonder des caractéristiques profondes qui ne peuvent pas être visualisées sur des animaux vivants. Grâce à son caractère non invasif unique, elle permettra de mener des études sur des évolutions biologiques de longue durée comme les métastases du cancer et la maladie d'Alzheimer* », estime Zihao Ou.

Mais, pour l'instant, la tartrazine ou d'autres molécules similaires devront faire l'objet de tests pour vérifier leur innocuité sur l'homme, car l'effet de transparence est limité à la profondeur de pénétration du colorant et la tartrazine ne permet de franchir que quelques millimètres de tissus. Pour la peau humaine, environ dix fois plus épaisse que celle des souris, il faudrait donc utiliser des injections sous-cutanées ou des patchs. « *Nous n'avons pas encore fait d'essais sur des tissus humains*, précise le Dr Zihao Ou. *La peau humaine est beaucoup plus épaisse que celle de la souris. Cependant, la physique fondamentale, qui sous-tend l'opacité optique, est la même et nous pensons qu'il n'y a pas de limite fondamentale à l'application de notre invention à l'homme.* » Les prochaines étapes de la recherche consisteront à déterminer le dosage de la molécule de colorant qui pourrait fonctionner au mieux dans les tissus humains sans nocivité. Les chercheurs américains vont aussi étudier les colorants disponibles et expérimenter d'autres molécules que la tartrazine pour voir s'ils peuvent améliorer encore la transparence chez la souris.

Pour Zihao Ou, il s'agit d'une « *première découverte. Nous poursuivrons nos efforts pour améliorer la plateforme d'imagerie. Nous pensons que notre future stratégie sera plus sûre et plus efficace* ». Alors, la souris transparente sera-t-elle un prélude à l'homme invisible ?

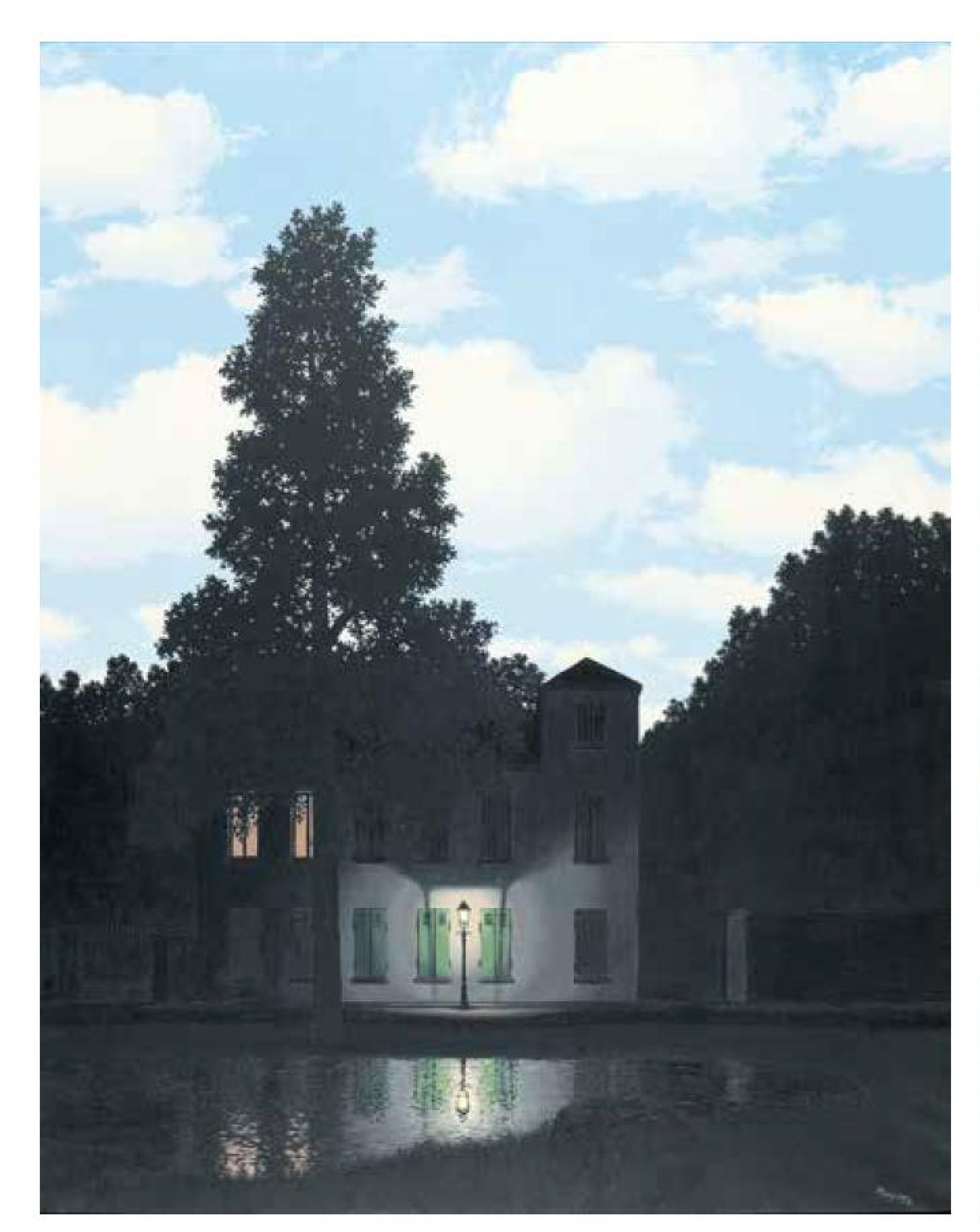
ANNA MUSSO

# Le tueur de « dinos » venait de loin

**GÉOLOGIE** Une équipe internationale de scientifiques confirme, dans la revue *Science*, l'hypothèse selon laquelle, il y a environ 66 millions d'années, un astéroïde a anéanti les deux tiers des espèces vivantes sur Terre, dont les dinosaures, à l'exception des ancêtres des oiseaux. Son impact, qui a causé le cratère de Chicxulub au Mexique, fut comparable à des milliards de fois la bombe d'Hiroshima. L'astéroïde, de 10 kilomètres de diamètre environ, est mal connu. Si on a identifié son point de chute, on sait peu de chose sur son origine. En tout cas, ce n'était pas une comète, confirment les scientifiques. Soit il s'agissait d'un des astéroïdes gravitant entre Mars et Jupiter, soit il provenait de beaucoup plus loin dans le Système solaire. Pour trancher, les chercheurs ont analysé les minéraux rares répandus sur Terre après l'impact. Ils ont d'abord mesuré les isotopes (des atomes ayant le même nombre d'électrons et un nombre différent de neutrons) du ruthénium, un métal brillant, dur et cassant, dans divers dépôts d'impact. Puis, ils les ont comparés à plusieurs classes de météorites. Conclusion : l'impact intervenu entre le Crétacé et le Paléogène était dû à un astéroïde riche en carbone qui s'est formé dans le Système solaire externe, au-delà de Jupiter.

A. M.

l'Humanité
MARDI 24 SEPTEMBRE 2024.





*L'Empire des lumières*, 1954, de René Magritte. BRUXELLES, MRBAB/J. GELEYNS – ART PHOTOGRAPHY/ADAGP, PARIS, 2024

*Sans titre [Main-coquillage]*, 1934, de Dora Maar. CENTRE POMPIDOU, MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE, PARIS ACHAT, 1991 PH/CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI/ JACQUES FAUJOUR/DIST. RMN-GP/ ADAGP, PARIS, 2024

# Le surréalisme sans la révolution

**EXPOSITION**

Cent ans après la parution du *Manifeste* d'André Breton, le Centre Pompidou fait la part belle à la peinture. Pour l'insurrection de l'esprit, il faut ouvrir le catalogue.

On peut sans trop d'efforts imaginer ce que serait la stupéfaction des surréalistes contemporains d'André Breton, quand il rédige *le Manifeste* de 1924, devant l'exposition que le Centre Pompidou consacre à ce centenaire. Malentendu ou scandale. Comment, de l'art ? *« Je puis dire maintenant que l'art est une sottise »*, a pu écrire Rimbaud. Jacque Vaché, mort d'une overdose d'opium à 23 ans, en 1919, après avoir été blessé au front, et dont la rencontre avait profondément marqué Breton, qui en fera un précurseur du mouvement, lui écrivait ceci, en août 1917 : *« L'art n'existe pas, sans doute… »* Et comment existerait-il, quand les jeunes gens qui, comme eux, ont 20 ans, Aragon, Éluard, Soupault, ont sous les yeux ou dans leur corps l'expérience de la grande boucherie, ont parfois vécu eux-mêmes la terrible humiliation de n'être, selon les mots d'Hannah Arendt, *« que des rouages minuscules dans la majestueuse roue dentée de l'abattoir »*. Après ce que nous avions vécu, écrira pour sa part Max Ernst qui fut au front côté allemand, *« nos peintures n'étaient pas faites pour séduire, mais pour faire hurler »*.

Aragon et Breton se rencontrent à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce où, étudiants en médecine, ils sont mobilisés. Ils constatent les ravages de la guerre sur les corps et les esprits. Un malade est persuadé que celle-ci est un simulacre, qu'on dispose tous les jours des cadavres au sol dans une gigantesque mise en scène. Mais, au fond, n'est-ce pas une mise en scène que cette absurdité absolue ? La vraie vie est ailleurs, il faut penser autrement, ouvrir tous les champs du possible. Dans une série d'entretiens de 1952, Breton le confirmera : *« Le surréalisme est né de*

*la guerre*. » Le mot est emprunté à Apollinaire, qui écrivait en 1916 avec une ironie douloureuse « *Ah, Dieu ! que la guerre est jolie avec ses chants et ses loisirs !* », et parlera en 1917, à propos du ballet *Parade* de Cocteau, Satie et Picasso pour les décors, « *d'une sorte de sur-réalisme* ». Le mouvement appelé Dada, né en 1916 à Vienne, était déjà une révolte. En 1918, Aragon, Breton et Soupault lancent la revue *Littérature*. Éluard, Desnos, Man Ray, Picabia, Vitrac vont y collaborer. Mais il ne s'agit en rien de cultiver l'art pour l'art. Ils expérimentent l'écriture automatique, les rêves éveillés, découvrent à la fois Marx et Freud qui, l'un comme l'autre, qu'il s'agisse de l'idéologie ou de l'inconscient, dévoilent l'arrière-scène de la pensée. Pour eux, ce qui va s'appeler surréalisme est une insurrection de l'esprit. Alors que Breton publie *le Manifeste*, Aragon écrit dans *Une vague de rêves*, « *la résignation n'est pas inscrite sur la pierre mouvante du sommeil* »…

### UNE EXPLORATION PLUS OU MOINS SUPERFICIELLE DE L'INCONSCIENT

L'insurrection, c'est aussi la parution, en juillet 1925, de la revue *la Révolution surréaliste*. On retrouve, bien sûr, sous la direction de Breton, Aragon, Éluard, Soupault, mais aussi Desnos, Leiris, Péret, des illustrations de Masson, Ernst, Miro, De Chirico, Picasso… La publication a été précédée d'une déclaration radicale, en janvier : « *Le surréalisme n'est pas une forme poétique. Il est un cri de l'esprit qui retourne vers lui-même et est bien décidé à broyer désespérément ses entraves et au besoin par des moyens matériels.* » Cette même année, les surréalistes se rapprochent des communistes de la revue *Clarté* dans l'opposition à la guerre du Rif, menée par la France au Maroc. Ils publient un tract commun : « La révolution d'abord et toujours ». En 1927, nombre d'entre eux adhèrent au PCF. Avec les communistes, ils s'opposeront à l'Exposition coloniale de 1931… Ils se mobiliseront, pour la plupart d'entre eux, contre Franco durant la guerre d'Espagne.

> « Nos peintures n'étaient pas faites pour séduire, mais pour faire hurler. »
> MAX ERNST

Pourtant, l'idylle ne durera pas. Il serait trop long d'en développer ici les étapes et le dénouement. Le surréalisme va durer, mais d'une certaine manière sous la seule autorité de Breton, jusque dans les années 1960. Tout cela est dit dès l'ouverture de l'exposition du Centre Pompidou et remarquablement écrit et analysé dans les textes du catalogue, dont celui d'Abigail Susik, *l'Œil révolutionnaire du surréalisme, 1925-1926*.

Le sentiment d'un malentendu n'en persiste pas moins avec les œuvres exposées qui semblent bien loin du souffle originel, sauf en ce qui concerne les domaines du rêve, l'exploration plus ou moins superficielle de l'inconscient. On se dit souvent, si on met à part des exceptions notables – Max Ernst, Giacometti, Dorothea Tanning, Magritte, André Masson, Victor Brauner, Miro (mais était-il surréaliste ?) – que Bosch et certains de ses contemporains en ont fait tout autant, et que le surréalisme tardif, quand même Breton le cautionne, est bien galvaudé. On a même l'impression que le catalogue, tel qu'il est conçu, reflète ce malentendu avec, d'un côté, les textes, excellents, de l'autre, dans une lecture inversée, les œuvres. Les deux ordres de lecture s'ouvrent cependant sur la même citation de Breton en 1935, dans une intervention au congrès des écrivains pour la défense de la culture à Paris, titrée « Position politique du surréalisme » : « *Changer la vie, a dit Rimbaud ; transformer le monde, a dit Marx. Ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un.* » Là, on signe. ■

**MAURICE ULRICH**

« Surréalisme », jusqu'au 13 janvier 2025, au Centre Pompidou, Paris 4e. Rens. : centrepompidou.fr. Catalogue édité par le Centre Pompidou, 344 pages, 49,90 euros.

# Au Palais Garnier, l'habit ne fait pas le brigand

**OPÉRA** Le metteur en scène Barrie Kosky réactualise *les Brigands* d'Offenbach en mode queer, poussant à l'extrême ses logiques de travestissement et d'inversion des rôles sociaux. Un feu d'artifice burlesque hilarant et d'une grande maîtrise.

Créée à Paris quelques mois avant la chute du second Empire, *les Brigands* n'est pas la plus célèbre des œuvres de Jacques Offenbach, mais sûrement l'une de ses plus subversives. Avec ses deux librettistes attitrés, les facétieux Henri Meilhac et Ludovic Halévy, le compositeur a mobilisé tous les ressorts du rire dans cet opéra-bouffe à l'ambition musicale certaine (quels chœurs !, ce soir admirablement servis), où tout est sens dessus dessous et chacun en prend pour son grade : têtes couronnées et carabiniers, bandits et banquiers… qui sont au fond un peu tous les mêmes. Une troupe de brigands aux abois a enrôlé le soupirant de Fiorella (Marie Perbost en punkette très en voix), la fille de leur chef, le charismatique Falsacappa (Marcel Beekman, épatant en drag queen paternante). Ragaillardis, ils tombent nez à nez avec le prince de Mantoue (Mathias Vidal, hâbleur en diable) qui doit convoler avec la princesse de Grenade et le séquestrent avant d'apprendre qu'une dot de trois millions lui est promise. Ni une ni deux, les malfrats prennent d'assaut un relais de poste à l'improbable frontière de l'Espagne et de l'Italie – c'est-à-dire nulle part, aurait dit Père Ubu –, où les ambassades doivent faire halte, et se déguisent en marmitons avant de se travestir à nouveau en délégation espagnole pour ravir à leur « caissier » corrompu la somme convoitée.

### D'IRRÉSISTIBLES MOMENTS D'HUMOUR

L'australien Barrie Kosky réactualise l'esprit des Bouffes Parisiens, foyer de satire sociale où les vraisemblances s'éclipsent pour mieux tirer, à boulets rouges, sur les faux-semblants. Sa mise en scène est virevoltante, un festival de couleurs qui transforme le cancan en Lido, le travestissement carnavalesque en déchaînement queer. Kosky, qui s'est opportunément appuyé sur l'ajout de nouveaux dialogues, brise la frontière entre plateau et public, suscite le rire en mettant à nu les artifices, convoque la tradition burlesque comme celle du cabaret, et réserve d'irrésistibles moments d'humour et de hardiesse scénographique. On pense à l'air *Y a des gens qui se disent Espagnols, et qui ne sont pas du tout Espagnols*, dont le titre délicieusement absurde pourrait résumer l'œuvre. Tant d'énergie déployée par l'ensemble du plateau pour perpétuer l'esprit farcesque ne nécessitait sans doute pas d'en rajouter avec le monologue du caissier, rimé à la mode Grand Siècle par l'humoriste Sandrine Sarroche, qui met un peu trop grossièrement les pieds dans le plat de l'actualité, faisant quelques instants perdre la précieuse distance où se niche l'ironie.

Avant que le rideau ne tombe, les brigands sont découverts, mais leur veulerie ne pouvait qu'attirer les faveurs du prince, qui amnistie Falsacappa avant de le nommer, par la force des choses, au Palais « Barnier » (sic), premier ministre d'un introuvable gouvernement. Kosky a mis les rieurs de son côté et sûrement quelques esprits réfractaires. Et ils étaient ce soir bien plus nombreux que les grincheux. Une manière d'être fidèle à Offenbach, qui a réservé le moment le plus délicat de sa partition, un canon admirablement ficelé, à la scène où les brigands, grimés en mendiants, quémandent quelques bouts de pain. Comme un moment de vérité au cœur du charivari. ■

**CLÉMENT GARCIA**

*Les Brigands*, d'Offenbach, au Palais Garnier, Paris 9e, jusqu'au 12 octobre, puis du 26 juin au 12 juillet 2025.



Un festival de couleurs et beaucoup d'énergie pour perpétuer l'esprit farcesque. AGATHE POUPENEY/ONP

l'Humanité
MARDI 24 SEPTEMBRE 2024.



Contestés par la rue israélienne, Benyamin Netanyahou et son cabinet d'extrême droite ont opté pour l'amplification de la guerre.
YUZU PRODUCTIONS

# En Israël, deux incendiaires en tenue de ministre

**TÉLÉVISION** Issus de l'extrême droite, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir occupent des postes importants dans le gouvernement de Benyamin Netanyahou. Leur racisme décomplexé et leur volonté expansionniste en font de vrais dangers pour toute la région.

***Israël, les ministres du chaos*, Arte, 22 h 30**

« L*e peuple palestinien n'existe pas.* » La phrase scandaleuse a été prononcée à Paris, en 2023, par Bezalel Smotrich, l'un des ministres israéliens d'extrême droite de Benyamin Netanyahou. Dans un documentaire très dense et très fouillé, Jérôme Sesquin et Nitzan Perelman ont enquêté sur deux des ministres les plus radicaux, les plus racistes, les plus décomplexés du gouvernement israélien : Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich. Deux extrémistes religieux, deux hommes qui ont été soupçonnés de terrorisme et qui se retrouvent à la tête de l'État. Le documentaire revient à la fois sur leurs faits d'armes, sur la façon dont ils ont accédé au pouvoir et sur les conséquences de leurs choix mortifères sur la politique israélienne, à Gaza, en Israël et dans les territoires occupés, qu'ils veulent intégralement annexer.

L'un, Bezalel Smotrich, du Parti sioniste religieux, est ministre des Finances et de l'Administration civile des colonies. L'autre, Itamar Ben-Givr, est ministre de la Sécurité intérieure et dirige le parti suprémaciste Force juive. Leurs faits d'armes, dès leur prime jeunesse, sont absolument alarmants : Itamar Ben-Givr est devenu, adolescent, porte-parole du mouvement issu de l'ex-parti raciste Kach, fondé par Meir Kahane et longtemps classé en Israël comme terroriste. Il prônait alors le départ de tous les Arabes du secteur. Son activité militante a longtemps consisté à embaucher de jeunes adolescents (dont l'un témoigne) pour saccager des voitures, des murs, voire pour apprendre à manier des armes, au mépris total de leur propre sécurité. Son héros ? Baruch Goldstein, celui qui, le 25 février 1994, a massacré 29 Palestiniens à Hébron.

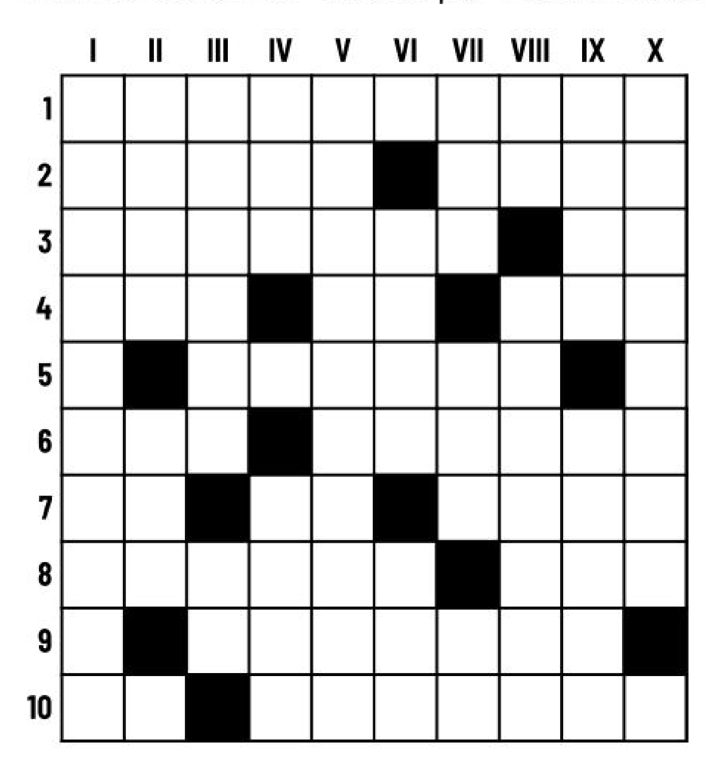
**Le héros de Ben-Gvir ? Baruch Goldstein, qui, le 25 février 1994, a massacré 29 Palestiniens à Hébron.**

Sa politique consiste à jeter de l'huile sur le feu, à squatter les plateaux de télévision en avançant l'idée que les Palestiniens n'ont aucune légitimité sur leur territoire. Le profil de Bezalel Smotrich le complète assez bien : il a grandi dans un milieu très religieux et s'est vite retrouvé, à 24 ans, suspecté de terrorisme (un agent témoigne). Il est surtout un idéologue, qui, en 2017, a clairement annoncé ses objectifs dans un clip terrifiant : si les Arabes *« renoncent à leurs aspirations nationalistes palestiniennes, c'est-à-dire à tuer des juifs, ils auront le statut de résidents sans droit de vote à la Knesset. S'ils ont du mal à renoncer à un État palestinien et à leur volonté de tuer des juifs, ils pourront choisir entre deux options : émigrer dans un autre pays – l'État les y aidera, je suis moi-même très doué pour emballer la vaisselle – et pour ceux qui ne veulent pas plier, je suis certain qu'on saura les vaincre »*.

Dans leur discours, ces deux hommes, eux-mêmes inquiétés par la justice pour terrorisme, utilisent ce terme à foison pour désigner tous les Palestiniens. Ils prônent une guerre incessante contre tous leurs voisins, Liban, Syrie, Égypte… pour récupérer leurs terres. De nombreux chercheurs, journalistes, policiers et personnages divers se succèdent pour témoigner, ainsi que les deux anciens premier ministres Ehud Barak et Ehud Olmert. Un film nécessaire. ■

**CAROLINE CONSTANT**

## MOTS CROISÉS N° 24 033 par Martial Dubois




**HORIZONTALEMENT**
**1.** Opérons maladroitement. **2.** Pourvue d'organes du vol. Hoyau. **3.** Amalgamé. Dieu céleste. **4.** Large période historique. À toi. Ce qui donne un vif intérêt. **5.** Aimante. **6.** Pièce de vêtement habillant la jambe. Qui n'a ni aiguillon ni épines. **7.** Préposition. Sigle national. Rejeter comme faux. **8.** Ronchonneur. Lentilles bâtardes. **9.** Inscrite dans une compétition. **10.** Appris. Mis en pièces détachées.

**VERTICALEMENT**
**I.** Graphiques circulaires divisés en secteurs. **II.** Passé récent. Recueil de bons mots. **III.** Petits chemins bordés d'arbres. Bande de papier peint. **IV.** Une roue à gorge. Restitue. **V.** Qui s'éloigne du centre. **VI.** Bénéfice. Petit radeau. **VII.** Infusion. Centième du yen. Jeu de pions. **VIII.** Lac pyrénéen. Classées par importance. **IX.** Gros nuage. Membranes gélatineuses qui transforment le vin en vinaigre. **X.** Bourreliers.

**SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1.** Charcutons. **2.** Ailée. Houe. **3.** Mélangé. El. **4.** Ère. Ta. Sel. **5.** Éprise. **6.** Bas. Inerme. **7.** En. RF. Nier. **8.** Râleur. Ers. **9.** Engagée. **10.** Su. Désossé. **VERTICALEMENT. I.** Camemberts. **II.** Hier. Ana. **III.** Allées. Lé. **IV.** Réa. Rend. **V.** Centrifuge. **VI.** Gain. Ras. **VII.** Thé. Sen. Go. **VIII.** Oô. Sériées. **IX.** Nuée. Mères. **X.** Selliers.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
**Téléphone** 01 49 22 72 72
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
**Vente en kiosques**
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
**Vente militante** 01 49 22 73 47
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
**Directoire**
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
**Conseil de surveillance**
Jean-Louis Frostin, président
**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
**Numéro ISSN** 0242-6870
**Dépôt légal** Date de parution
**Commission paritaire** 1124 C 79615
**Tirage du 20 septembre 2024** 43 085 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.








l'Humanité
MARDI 24 SEPTEMBRE 2024.

# Après trois années de guerre en Ukraine, un tournant pour la paix?

**GÉOPOLITIQUE**

Volodymyr Zelensky arrive aux États-Unis pour se rendre à l'ONU et rencontrer son homologue Joe Biden. Le président ukrainien doit présenter son plan afin de mettre fin à la guerre. Une issue diplomatique peut-elle apparaître à court terme?

Entre l'offensive ukrainienne à Koursk, en Russie, l'avancée russe dans le Donbass, une pression occidentale pour une issue négociée… après 943 jours de conflit, l'année 2024 pourrait-elle être un tournant? Invités à la Fête de l'Humanité, Jean Radvanyi et Vincent Boulet livrent leurs réflexions sur les perspectives d'engrenage militaire et de négociation toujours improbable.

**Près de trois années après l'invasion russe en Ukraine, quelle est votre opinion sur ce conflit qui a fait plus de 700 000 victimes?**

**Jean Radvanyi** La perspective se révèle assez sombre. Les deux protagonistes considèrent qu'ils peuvent gagner cette guerre. Dans ces conditions, on est toujours dans une phase d'escalade qui peut prendre des formes diverses. En même temps, il y a plusieurs guerres: une guerre sur le terrain qui est terrible car ce sont des destructions énormes du côté ukrainien; il y a également des crimes de guerre et une attaque systématique des infrastructures énergétiques et de transport de la part de la Russie avec des missiles, malgré l'aide occidentale. Mais, étant donné la force de frappe russe, les Ukrainiens n'arrivent pas à la contenir. Et puis, il y a eu, ces derniers mois, une évolution, avec l'armée ukrainienne qui a attaqué par surprise le territoire russe et la région de Koursk, bien renseignée sur les points d'accès les plus faibles. Elle a pris un certain nombre de villes et de villages, la Russie se contentant de reculer, sans démunir les autres fronts.

Premièrement, le plan qui visait à déplacer certains bataillons de l'armée russe n'a pas fonctionné. Deuxièmement, combien de temps l'armée ukrainienne pourra-t-elle défendre ce bout de territoire? C'est un camouflet sévère contre Vladimir Poutine et l'armée russe. Depuis la Seconde Guerre mondiale, jamais la Russie n'avait été occupée par une armée étrangère. Dans la presse russe, on a essayé d'en parler et d'en dire le moins possible. La population demeure dans un déni de réalité qui fait que, en dehors des régions limitrophes et des familles où les hommes partent au front, la guerre reste lointaine. La perspective que l'armée ukrainienne puisse utiliser des missiles occidentaux sur une partie du territoire russe est un autre signe d'escalade. Une issue diplomatique semble improbable, même si des discussions en coulisse ont lieu, avec des échanges récents de prisonniers. Au début de la guerre, en 2022, de vraies négociations ont eu lieu à Istanbul, mais il y a eu un refus apparemment occidental. Aujourd'hui, les Ukrainiens considèrent que les Russes doivent se replier de leur territoire. Et les Russes considèrent que, tant qu'ils n'auront pas gagné les quatre régions d'Ukraine, ils ne négocieront pas.

**Vincent Boulet** Nous en sommes au 943e jour de guerre depuis l'invasion par le régime nationaliste grand-russe de Vladimir Poutine. Une évidence s'impose: il n'existe pas de solution militaire. Ce qui implique que la seule solution au conflit ne peut être que politique et diplomatique. Je partage l'analyse de Jean Radvanyi: nous sommes dans une nouvelle phase d'escalade qui se traduit par la possibilité de débrider les missiles livrés à l'Ukraine et de leur permettre de frapper le territoire russe. On a aussi, du côté russe, la révision de la doctrine nucléaire. C'est-à-dire d'abaisser le seuil d'emploi de l'arme nucléaire, ce qui serait aussi une première depuis longtemps, et ce qui s'inscrit dans une logique très claire de durcissement… Ces derniers jours, de nouvelles menaces ont également visé les circuits céréaliers de l'Ukraine avec des frappes russes sur l'un des bateaux en zone neutre. L'Union européenne, avec une résolution votée par le Parlement en juillet, qui soutient la demande de l'Ukraine d'entrer dans l'Otan, favorise l'engrenage militaire.

**Le conflit a engendré un bouleversement mondial avec l'apparition de nouvelles alliances…**

**Jean Radvanyi** Les déclarations de dirigeants occidentaux se sont multipliées pendant deux années comme quoi *«la Russie est isolée»* et *«Poutine affaibli»*. Mais ce n'est pas vrai. L'évolution du monde s'est accélérée avec la guerre en Ukraine. La Russie peut compter sur un système d'alliances, comme les Brics, le système de Shanghai, avec des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine. Ce qui signifie que la Russie n'est pas isolée et Moscou compte là-dessus pour gagner la guerre.

**Vincent Boulet** C'est en effet l'autre phénomène de cette guerre. Nous assistons à un bouleversement de l'ordre mondial avec les Brics, l'Organisation de Shanghai, la recomposition des circuits énergétiques. Gazprom continue à faire des bénéfices. Mais, de l'autre côté, les États-Unis profitent de la situation pour livrer davantage leur gaz de schiste aux Européens. Enfin, la dernière conséquence porte sur la question du surarmement. La politique de l'UE et d'Ursula von der Leyen encourage cette course. Les chiffres donnés par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm pointent des dépenses d'armement qui ont augmenté de 60 % depuis 2014 au niveau mondial.

**Comment reprendre la voie de la diplomatie?**

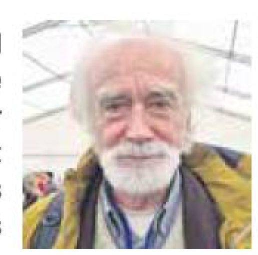
**Jean Radvanyi** Les positions sont tellement éloignées les unes des autres que les fondements de négociations paraissent improbables. Du côté russe, il y a un discours nationaliste et autoritaire avec l'impossibilité qu'une quelconque opposition se manifeste dans le pays. On ne se sait toujours pas quels sont les buts de Poutine. Initialement, quand il a lancé cette invasion en 2022, le président russe voulait renverser le gouvernement ukrainien et que Kiev s'engage à ne jamais rentrer dans l'Otan. Face à l'échec de cette première phase, il est revenu sur des propositions qui consistaient à annexer, en plus de la Crimée, quatre régions orientales de l'Ukraine. Mais Poutine se contentera-t-il de ces quatre régions ou veut-il étendre l'invasion sur toutes les rives de la mer Noire en coupant l'accès à la mer à l'Ukraine? En plus, il dit: *«Nous sommes prêts»*, en citant dernièrement la guerre entre la Russie tsariste et la Suède, qui a duré vingt et un ans. Les Russes avec leur potentiel humain, démographique, économique et avec leur système d'alliances peuvent imaginer un tel scénario.

Du côté ukrainien, l'idée au départ était que les Russes devaient quitter tous les territoires occupés et revenir à la situation d'avant 2014. C'est-à-dire que l'Ukraine recouvrait totalement la tutelle de toutes les régions, comme en 1991, y compris de la Crimée. Or, tous les experts considèrent que ce n'est pas réaliste. Maintenant, la question est de savoir qu'est-ce qu'une victoire pour les Russes et pour les Ukrainiens? Si, effectivement, les Ukrainiens réussissent à conserver des territoires en Russie, s'ils bloquent les assauts vers le Donbass, si, avec l'aide de nouvelles armes américaines, ils portent des coups en territoire russe sur les bases d'où partent les missiles vers l'Ukraine, on peut avoir un autre équilibre. Mais c'est très incertain. Les deux positions étant absolument contradictoires,



Le 15 septembre, après une frappe russe sur un immeuble de Kharkiv, en Ukraine. GEORGE IVANCHENKO/ANADOLU/AFP

**JEAN RADVANYI** Géographe et professeur émérite à l'Institut national des langues orientales



## « Depuis la Seconde Guerre mondiale, jamais la Russie n'avait été occupée par une armée étrangère. »

**VINCENT BOULET** Responsable des relations internationales du PCF



JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

## «Il n'existe pas de solution militaire. La seule solution au conflit ne peut être que politique et diplomatique.»

cela implique de savoir jusqu'où les alliés de l'Ukraine sont prêts à aller ? Pour l'instant, la situation militaire, la situation économique réelle de l'Ukraine, la situation démographique de part et d'autre font que nous sommes dans une impasse gravissime. On a tout à y perdre, sauf les marchands d'armes…

**Vincent Boulet** En Ukraine, les sondages montrent que 57 % de la population est prête à l'ouverture de pourparlers. Mais dans ces 57 %, il y a des conditions : est-ce un gel des positions existantes ? Cela inclut-il éventuellement des modifications des frontières, etc. Cependant, cela montre qu'il y a des évolutions. Du côté russe, les questions se posent différemment : une grande majorité des Russes soutient la guerre. Les sondages montrent aussi qu'une majorité est favorable à l'ouverture de pourparlers. Mais comment agir directement ? On peut le faire sur ce qui se passe en Europe et sur le débat qui a lieu actuellement. Nous partageons l'idée que les Ukrainiens ont le droit de se défendre – c'est inscrit dans la charte des Nations unies –, voire d'être aidés. Mais ce droit n'implique pas de se lancer dans une escalade. La France va-t-elle dire aux Ukrainiens qu'ils ont droit de frapper le territoire russe avec les armes livrées ? C'est une question qui nous est directement posée. Le gouvernement allemand a déjà refusé. Les gouvernements britannique et italien n'ont pas donné leur accord pour cette utilisation à Koursk. Sur les initiatives diplomatiques, le chancelier Olaf Scholz a déclaré qu'il était temps d'avancer vers des négociations. D'autres propositions émergent du Sud global, via l'Afrique du Sud, la Chine et les pays d'Amérique latine. L'Ukraine a fait une proposition de paix qui mérite d'être discutée.

### Malgré ce contexte, des leviers existent-ils pour casser cet engrenage ?

**Jean Radvanyi** Très probablement, les Ukrainiens vont recevoir l'autorisation d'utiliser les missiles occidentaux. Très probablement aussi, les Américains vont tenter d'imposer des règles d'utilisation, en définissant des cibles potentielles. On a déjà vu des missiles, guidés par des systèmes américains et transformés par les Ukrainiens, toucher Moscou ou des bases militaires. Il y a d'autres leviers. Par exemple, Vladimir Kara-Mourza, le dissident politique russe libéré récemment, insiste sur l'aide qu'on peut fournir à l'opposition démocratique à l'intérieur de la Russie ou à l'extérieur. Jusqu'à présent, beaucoup de Russes ont quitté leur pays, créant de nombreux courants politiques qui sont complètement désorganisés. Vladimir Kara-Mourza se fixe comme objectifs de les rassembler et favoriser des liens avec les forces en Russie. C'est très compliqué. Pour l'instant, rien n'indique que le régime de Poutine soit fragilisé.

**Vincent Boulet** Il faut poser des principes politiques car toute solution de cessez-le-feu qui crée des guerres futures serait inopérante. Premier principe : c'est la souveraineté de l'Ukraine, elle est indiscutable et imprescriptible. Toute solution de paix qui la remettrait en cause serait inacceptable. La seconde question, c'est la place de l'Ukraine dans l'espace de sécurité collective. L'adhésion potentielle à l'Otan ou à l'UE serait dangereuse car cela inscrirait l'Ukraine dans une politique de blocs qui alimenterait la guerre. La question de la neutralité sera posée quand on arrivera à des négociations. Elle nécessite évidemment des garanties internationales : cela impose que l'ONU joue vraiment son rôle – les politiques des puissances qui s'affrontent l'empêchent de mener ce rôle pour la paix.

### Quels acteurs peuvent favoriser une issue négociée ?

**Jean Radvanyi** Il existe un levier politique général. Qu'est-ce que les gouvernements occidentaux veulent fixer pour mettre un terme à ce conflit ? Est-ce qu'on appuie complètement les demandes des dirigeants ukrainiens ? Est-ce qu'on accepte tout ou partie des propositions de Poutine pour que la guerre cesse ? Ce sont des questions qu'il faut que l'on se pose. Et interpeller aussi nos gouvernements.

**Vincent Boulet** La neutralité de l'Ukraine sous garantie internationale, onusienne, serait importante à mettre dans les discussions. Pourquoi ? Car la question de la sécurité ne concerne pas seulement un pays, ou un pays contre un autre, elle concerne l'ensemble des pays. C'est ce qu'on appelle la sécurité collective. Aucun peuple n'est en sécurité si lui-même met en insécurité le voisin. L'agression russe contre l'Ukraine va évidemment contre la sécurité collective, mais l'expansion de l'Otan en Europe va également à l'encontre de la sécurité collective. Il faut rebâtir un système sur la base de la charte des Nations unies, de la conférence d'Helsinki qui va célébrer son 50e anniversaire. C'est-à-dire quelle sécurité les peuples européens veulent bâtir ensemble, indépendamment de l'Otan. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR VADIM KAMENKA

# Arezki Chougar, le rire comme contrebande

L'humoriste passé par France Inter et Mouv' tente de concilier sa carrière avec le contexte politique. Ce membre éphémère de la « bande » à Charline Vanhoenacker a été aux premières loges des secousses de ces derniers mois.



Ce passionné de stand-up américain écrit ses textes au dernier moment, parfois vingt-quatre heures avant d'entrer en scène. LAHCÈNE ABIB POUR L'HUMANITÉ

Cela aurait dû être le firmament de sa jeune carrière. Il était alors accueilli au sein du *« dernier bastion de la gauche humoristique »* et intégrait, par la même occasion, la station de radio la plus écoutée de France. Le 24 septembre 2023, Arezki Chougar rejoint l'équipe du *Grand Dimanche soir*, l'émission de France Inter animée par Charline Vanhoenacker. L'humoriste a reçu son invitation cinq jours avant la date fatidique. Le stress l'étreint. Pas grave, il faut bien se lancer. Les 600 spectateurs assis sur leur chaise l'attendent, des milliers d'autres à distance aussi. Arezki Chougar consacre sa chronique à la façon dont *« chaque représentant de minorité est considéré comme responsable de tous les autres »*. Le test est passé avec succès.

L'utopie est pourtant de courte durée. Environ un mois plus tard, le 29 octobre, la blague de Guillaume Meurice sur le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, se retrouve au centre d'une polémique nationale. Il s'ensuit des annulations de l'émission, un enregistrement sans le public, puis la non-reconduction du *Grand Dimanche soir*, à partir de la rentrée. *« Je suis arrivé à la fin de l'apéro*, se marre aujourd'hui Arezki Chougar. *Je commençais à m'acclimater, puis la fête s'est terminée plus tôt que prévu. »*

**LE GOÛT DES MOTS ET DE L'IMPRÉVU**

Un braquage de courte durée, en somme, pour celui qui considère que les humoristes sont des *« contrebandiers »* chargés de distiller des messages sous couvert de blagues. *« Des fois, vu les réactions, je me dis que nous flirtons avec la légalité ! »* lance-t-il. Arezki Chougar cultive les imprévus. Il les accepte, puis réagit en conséquence. Son début de carrière d'humoriste n'y échappe pas. Dentiste depuis cinq ans, ce passionné d'humour anglophone souhaite changer radicalement de vie. Un soir, il se sent prêt à se lancer. Il s'inscrit à une scène ouverte de Toulouse, où il habite, puis monte sur les planches. Non sans un *« plan de secours »* en tête : *« C'était la veille de mes vacances à l'étranger. Au pire, je quittais le pays… de honte »*, s'amuse-t-il. L'expérience se déroule sans accroc. Il décide de la reconduire à son rythme : *« La première année, je n'ai dû jouer que huit fois sur scène, ce qui est dérisoire. »*

Il n'a plus quitté le milieu depuis. Ce *« grand procrastineur »* – il n'écrit ses textes qu'au dernier moment, parfois seulement vingt-quatre heures avant de monter sur scène – continue d'affiner son style. Il puise son inspiration dans le travail de ses aînés, notamment en Amérique du Nord. *« Le stand-up états-unien est très éclectique*, s'enthousiasme-t-il. *En France, on a un peu réduit le genre aux humoristes qui parlent de leur quotidien. »* Biberonné aux films, aux séries et à la culture Internet, Arezki Chougar regrette que l'humour francophone reste frileux sur ce terrain. *« Bizarrement, c'est comme si les humoristes, en France, avaient peur de parler d'une série ou d'un film en se disant que ça n'a pas été vu et qu'ils feraient un bide »*, déplore-t-il. Pour y remédier, il multiplie les canaux, du podcast à YouTube en passant par les réseaux sociaux. Un espace où il s'essaye à d'autres formes d'humour et mène des entretiens avec des invités. À la radio, il a rejoint l'équipe récurrente, aux côtés de Tahnee et de Nathalie Boitel, de *Laisse-moi rire*, émission de radio diffusée sur Mouv' de janvier à fin avril 2024. Il a enfin participé à la carte blanche de Guillaume Meurice, le vendredi 13 septembre dernier, à la Fête de l'Humanité.

**Il se souvient de son enfance en Algérie, où les «petits malheurs» étaient une source inépuisable de blagues.**

Ses gestes sont millimétrés, sa carrure droite, et les éclats de rire restent à des décibels convenables. Comme s'il avait peur de se faire remarquer. Après tout, maitriser sa base permet de prendre au dépourvu. C'est ainsi que l'instinctif prend toute sa saveur. Arezki Chougar se souvient notamment de sa jeunesse en Algérie, pays qu'il a quitté à l'âge de 8 ans, en 1994. *« Les petits malheurs »* y étaient une source inépuisable de blagues dans son entourage. *« Le peuple algérien a beaucoup d'humour »*, résume celui qui n'oublie pas cependant le contexte social et politique qu'a fui sa famille. L'humoriste cherche la moindre lueur d'espoir, même si l'avenir s'assombrit. Ces derniers mois, l'affaire Meurice et la peur de voir l'extrême droite s'imposer aux législatives anticipées en sont le meilleur exemple. *« Il y avait un air de fin de démocratie*, déplore-t-il. *J'ai tout de suite pensé à mes parents. Je suis toujours en train de me demander si nous n'avons pas assisté à un moment charnière. »* L'avenir nous le dira.

TOM DEMARS-GRANJA